

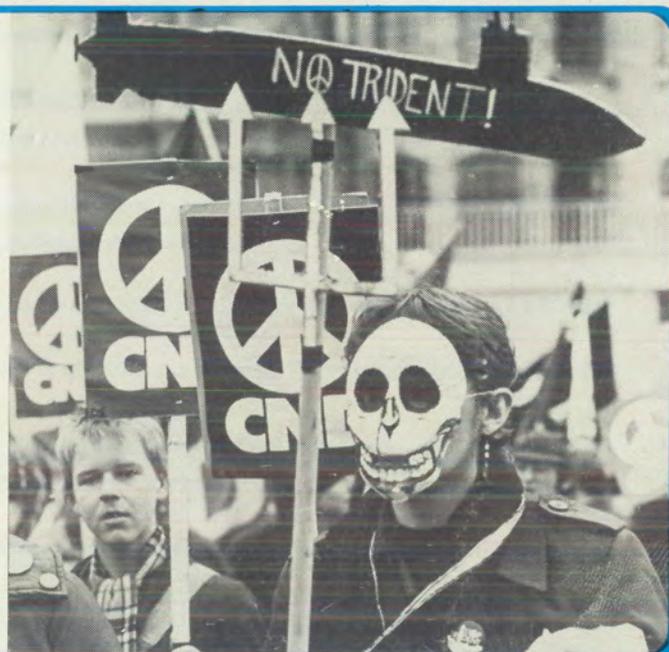
Numéro 152 du 6 juin 1983 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DESARMEMENT

**La mobilisation
antiguerre à l'Ouest
et l'émergence
d'un mouvement
pacifiste à l'Est**



GRANDE-BRETAGNE

**Les élections
du 9 juin,
un enjeu
important pour
le mouvement
ouvrier**

RFA

La trajectoire du parti des Verts

Sommaire du numéro 152 du 6 juin 1983

2	EUROPE DE L'OUEST	Le mouvement antiguerre confronté à des échéances décisives	Jean-Louis MICHEL
8	EUROPE DE L'EST	L'émergence d'un mouvement pacifiste en Hongrie, en RDA et en URSS	Jacqueline ALLIO
13	RFA	La trajectoire du parti des Verts	P. BARTELHEIMER
15	—	Débat avec un représentant de l'aile socialiste des Verts	Propos recueillis pour <i>Inprecor</i>
19	GRANDE-BRETAGNE	Les élections générales du 9 juin, un enjeu important pour le mouvement ouvrier	Phil HEARSE
23	AUTRICHE	Après le recul électoral des sociaux démocrates	Rainer BAUBOECK
26		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE ITALIE : Accord électoral entre la LCR et Democrazia Proletaria. GUATEMALA : Déclaration de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).	
28	FRANCE	A Paris, le 19 juin, contre le militarisme, pour la paix et le socialisme	Appel du Bureau politique de la LCR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Le mouvement antiguerre confronté à des échéances décisives

Empêcher l'installation des missiles en 1983

LES vastes mouvements de masse qui ont déferlé sur toute l'Europe pour s'opposer au déploiement des nouveaux missiles de l'OTAN sur le vieux continent sont aujourd'hui confrontés à des échéances décisives (1).

C'est en effet à la fin de l'année que doit commencer l'implantation de ces missiles dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest (Hollande, Italie, Grande-Bretagne, République fédérale allemande, Belgique). Nul doute n'est désormais possible sur la signification militaire et politique de ces implantations. Le dernier rapport annuel du secrétaire d'Etat à la Défense américain, Caspar Weinberger, confirme officiellement la destination d'armes « de première frappe » qui leur est attribuée dans le cadre de la stratégie anti-forces (2) définie par la directive présidentielle 59 de Jimmy Carter en août 1980. Les fusées Pershing (3), précise Weinberger, « donneront les moyens effectifs d'attaquer des points névralgiques et des objectifs qu'il est urgent d'anéantir », les missiles de croisière (Cruise) permettant « d'attaquer des objectifs plus en profondeur » (4).

Cela ne signifie pas que Ronald Reagan ait pris la décision de préparer minutieusement une guerre nucléaire prochaine, limitée à l'Europe, mais il se donne en tout cas les moyens militaires de s'y engager si l'impérialisme le jugeait nécessaire

Jean-Louis MICHEL

Il est impossible aujourd'hui de ne pas globaliser l'ensemble des menaces et des crimes de guerre de l'impérialisme, si l'on veut resituer le déploiement des missiles de l'OTAN en Europe dans le contexte de l'offensive générale de l'impérialisme nord-américain, marquée tout à la fois par la relance à grande échelle de la course aux armements et par ses interventions contre-révolutionnaires en Amérique centrale et au Moyen-Orient. A ce seul niveau, la situation dans laquelle se développe le mouvement antiguerre est infiniment plus complexe que celle qui prévalait à la fin des années 1960 et au début des années 1970, quand s'est construit le mouvement d'opposition à l'intervention américaine au Vietnam et en Indochine.

Au-delà, le mouvement antiguerre doit appréhender correctement les liens indissociables qui existent entre la politique de militarisation et la politique d'austérité, l'une et l'autre mises en œuvre conjointement par les divers gouvernements capitalistes. Pour un mouvement qui a atteint la base, et parfois même la direction des courants sociaux-démocrates de plusieurs pays, la tâche n'est pas simple. D'autant plus que la reprise des axes de lutte du mouvement antiguerre par le mouvement ouvrier, notamment par les organisations syndicales, est encore hésitante, alors même que cela est indispensable pour apporter une réponse positive aux problèmes posés. Il ne faut donc pas être surpris lorsque l'on cons-

et possible au plan politique.

De plus, le nouveau déséquilibre qu'introduirait le déploiement des missiles de l'OTAN, accentué considérablement le risque d'un « accident » dû au raccourcissement extrême des délais impartis aux dispositifs d'alerte avant que ne soit déclenchée une riposte nucléaire. Il faudra moins de cinq minutes à un missile Pershing pour atteindre l'Union soviétique au lieu de cinq fois plus pour un missile intercontinental tiré des USA.

Autant de données que connaissent ceux qui animent et participent aux mouvements anti-missiles et qui expliquent en grande partie la crise d'orientation qu'ils traversent à l'échelle de chaque pays et, à plus forte raison encore, dans la tentative du mouvement pour se coordonner à l'échelle de tout le continent. C'est sur cette toile de fond qu'il faut comprendre et expliquer les grandes faiblesses d'une conférence internationale comme celle qui s'est déroulée à Berlin du 9 au 14 mai dernier (5). Rarement un mouvement de masse aussi large, aussi diversifié dans sa composition politique, n'a eu à résoudre des problèmes aussi complexes que ceux qui sont posés par la définition d'une stratégie d'opposition efficace à la politique impérialiste.

tate que la perspective de grèves générales nationales pour s'opposer au déploiement des missiles, évoquée au sein du mouvement, débouche pour l'instant sur une discussion quelque peu académique. Les faiblesses d'un tel mouvement, facilement explicables, ne doivent cependant pas dissimuler l'ampleur des avancées positives sur ce terrain.

Mais le problème le plus compliqué auquel est confronté le mouvement dans son ensemble est incontestablement celui des rapports Est-Ouest, à l'heure où des mouvements pour la paix, indépendants de la bureaucratie, apparaissent en Europe centrale, qui interpellent directement les mouvements d'Europe de l'Ouest (cf. article pages suivantes). Là encore, la comparaison avec le mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam met en évidence les problèmes difficiles qu'il faudra résoudre dans un mouvement de masse qui doit soutenir et appuyer des

mouvements indépendants à l'Est, sans cesser de s'adresser aux mouvements officiels de ces pays, pour créer le plus large front possible contre la politique impérialiste.

La nature de l'offensive impérialiste, les moyens de lutte unie du mouvement ouvrier et du mouvement antiguerre contre l'austérité et la militarisation, et l'attitude à adopter par rapport aux mouvements officiels et aux mouvements pacifistes indépendants de l'Europe de l'Est, sont les trois thèmes autour desquels vont s'ordonner les discussions et, partant, les processus de clarification politique et idéologique au sein du mouvement antiguerre. De l'issue concrète qui sera donnée à ces débats, plus d'ailleurs en termes de perspectives d'action qu'en termes de plate-formes, dépend en grande partie la transcroissance du mouvement antimissiles en mouvement conscient de lutte anticapitaliste et antibureaucratique,

1. La double décision de l'OTAN, du 12 décembre 1979, prévoyait la poursuite des négociations avec l'URSS et le déploiement, à partir de juin 1983, de 108 Pershing-2 en RFA et de 464 missiles de croisière Cruise dans quatre autres pays européens.

2. L'extrême précision des nouvelles générations d'armes nucléaires permet d'envisager « de traiter des objectifs-forces de l'adversaire », c'est-à-dire des centres militaires et économiques par opposition, notamment, à la vieille stratégie anti-cité.

3. Le Pershing-2 est un missile balistique d'une portée d'environ 1 800 kilomètres, monté sur une rampe de lancement mobile. Installé en RFA et équipé d'un système de guidage très perfectionné, il pourrait atteindre en quelques minutes des objectifs situés au-delà de Lénin-

grad, Kiev et Moscou.

4. Le missile de croisière (Cruise), produit par Boeing, est monté sur une rampe de lancement mobile. C'est une sorte d'avion sans pilote, d'une portée de 2 500 kilomètres environ, et doté d'un système d'identification des formes du terrain qui lui permet de voler à très basse altitude en contournant les obstacles. D'un coût relativement modique, il peut être produit en grand nombre et destiné à servir d'arme de saturation contre les défenses adverses.

5. Rapport du secrétaire d'Etat à la Défense, le 1er février 1983, devant le Congrès américain sur l'exercice budgétaire 1984 et les prévisions pour l'exercice 1985 et la programmation 1984-1988.

6. Voir *Inprecor*, numéro 150, 23 mai 1983.

pour la paix et le socialisme.

Les révolutionnaires, et tout spécialement les forces de la IV^e Internationale, ont un rôle décisif à jouer dans ce processus de maturation politique d'une partie au moins des fractions les plus avancées du mouvement de masse. Nous sommes convaincus, en effet, que l'alternative générale que la situation objective impose au mouvement antimissiles — transcrire ou dépérir — est aujourd'hui ouverte. Rien n'est joué dans un sens ou dans l'autre. Une telle transgression ouvrière et révolutionnaire, qui représenterait une chance historique pour la révolution, ne sera pas spontanée, et encore moins automatique. Nous le savons, et c'est pourquoi nous voulons y contribuer de toutes nos forces.

L'IMPÉRIALISME MENACE L'HUMANITÉ TOUT ENTIÈRE : IL FAUT LE DÉSARMER PARTOUT !

La contre-offensive impérialiste, déclenchée à partir de 1979, a d'emblée affiché son caractère global. Le département de la Défense américain l'affirmait déjà en mai 1981 : « Nous devons être capables de nous défendre dans les guerres de toutes dimensions, de toutes formes, et dans toutes les régions où nous avons des intérêts vitaux. (6) »

Le général Jones, président de l'état-major combiné, la plus haute instance de commandement des forces US, était à la même époque encore plus explicite : « Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grande grève, une attaque terroriste ou une guerre éloignée entre voisins peuvent, comme jamais auparavant, déclencher des conséquences mondiales qui affecteraient notre bien-être national et notre sécurité. (7) » On ne peut donc pas dire qu'à quelque moment que ce soit l'impérialisme nord-américain ait dissimulé ses intentions véritables. Au contraire, la couleur a toujours été annoncée avec clarté.

A l'époque, une fraction significative du mouvement antiguerre en Europe a parié imprudemment sur le non-déploiement des missiles Pershing et Cruise en 1983, pensant que la décision de décembre 1979 de l'OTAN était négociable. Les raisons d'un tel optimisme sont assez faciles à comprendre. Le journaliste Michael T. Klare résumait bien cet état d'esprit dans un article paru dans le *Monde diplomatique* de septembre 1981 : « Reste le réconfort de songer que le Congrès garde son mot à dire, et que le poids des réalités économiques peut exercer une influence modératrice sur ce nouvel élan en faveur du réarmement. » C'était méconnaître les ressorts profonds de la course aux armements, qui plonge ses racines au cœur de la crise qui secoue l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale.

Aujourd'hui, aucune illusion n'est plus de mise. L'OTAN s'apprête à déployer ses nouveaux missiles, et les pressions multiples pour obtenir l'évacuation du camp de la paix de Greenham Common, en Grande-Bretagne, près de l'un des sites où doivent être déployés les mis-

siles de croisière, résonnent comme un dernier avertissement.

En outre, pour centrale qu'elle soit en raison des millions d'Européens qu'elle a jeté dans la rue, la bataille des missiles n'apparaît plus nécessairement comme le thème exclusif d'un mouvement qui doit embrasser, dans sa problématique d'opposition aux menaces de guerre impérialistes, l'ensemble des données de la course aux armements et de la stratégie impérialiste, en Europe comme ailleurs dans le monde.

En Europe bien sûr, dans la mesure où les ministres de la Défense de l'OTAN, à l'exception des représentants des gouvernements grec et français, ont tous accepté sans broncher, en décembre dernier, la nouvelle doctrine de combat offensive, dite « Airland Battle ». Cette nouvelle doctrine US démontre, par un raccourci saisissant, que les Etats-Unis sont prêts à tout sur le plan économique, et que c'est bien dans tous les domaines

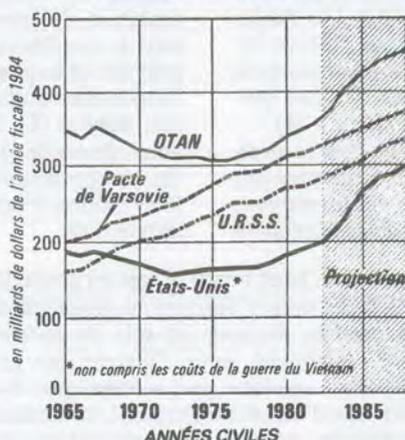
il a critiqué les déclarations du général Rogers, commandant en chef de l'OTAN (9).

Mais, dans le même temps, les armes nucléaires, et même les armes chimiques, notamment binaires (10), ne sont pas oubliées. Le nouveau manuel d'instruction de l'armée US — comme l'ont montré Konrad Ege et Martha Wenger dans un article remarquable (*Le Monde diplomatique*, février 1983) — prévoit une conduite offensive des opérations pour détruire en profondeur les troupes du Pacte de Varsovie au-delà de leur premier échelon, « avant même qu'elles ne s'engagent dans les hostilités. » A cette fin, « du fait de leur puissance inhérente et des moindres soucis qu'elles posent pour la sécurité des troupes (amies) ou pour les risques de dommages collatéraux, les armes nucléaires permettent d'engager en profondeur les formations ou les forces d'exploitation et de remplacement avec une remarquable efficacité. (...) Selon l'effet de surprise, l'acquisition d'objectifs et l'audace de l'utilisateur, les frappes nucléaires peuvent modifier le cours de la bataille de manière aussi soudaine que décisive ».

Les auteurs de l'article déjà cité précisent par ailleurs ceci : « La *Military Review* confirme que la doctrine "Airland Battle" prévoit non seulement que les Etats-Unis puissent prendre l'initiative d'utiliser des armes nucléaires (first use) — ainsi que l'envisageait la précédente doctrine — mais aussi l'éventualité d'une première frappe (first strike) américaine. Alors que la formule "first use" signifie que les Etats-Unis seraient le premier pays à décider de franchir l'escalade de la guerre conventionnelle à la guerre nucléaire, l'expression "première frappe" (first strike) veut dire que les Etats-Unis commenceraient la guerre en employant des armes nucléaires. »

Encore une fois, il ne s'agit pas de céder à la panique : le fait que Reagan et son état-major adoptent une telle doctrine n'équivaut nullement à déclarer « imminente » une guerre nucléaire en Europe. Mais le fait est suffisamment éclairant sur la politique impérialiste pour que l'on en prenne conscience dans de larges secteurs de l'opinion. De plus, le parallèle est évident avec la doctrine de « sécurité », qui « justifie » l'intervention contre-révolutionnaire des Etats-Unis en Amérique centrale. Dans l'un et l'autre cas, l'impérialisme US crie au loup pour mieux pou-

LES DÉPENSES MILITAIRES A L'EST (1) ET A L'OUEST



Source : FY 1984, Department of Defense Program for Research, Development and Acquisition.

(1) Coûts estimés en dollars pour les pays du pacte de Varsovie.

qu'ils entendent poursuivre à grande échelle la course aux armements et à la supériorité militaire. Ainsi, le plus gros effort sera désormais consacré à la modernisation des forces conventionnelles en vue de faire jouer un rôle décisif aux armes dites « intelligentes », de longue portée et d'une grande précision. Le général américain Donald Morelli, affecté au TRADOC (Training and Doctrine Command) et père de la doctrine « Airland Battle », explique sans complexe qu'il s'agit de « traduire concrètement sur le champ de bataille l'avance dont l'armée US dispose dans les laboratoires (8) ». Voilà qui limite déjà considérablement la portée du mot d'ordre de dénucléarisation de l'Europe, de la Pologne au Portugal. Ajoutons qu'il y a là un danger majeur sur le plan économique pour les industries d'armement européennes, et c'est bien au nom de ce danger de « concurrence » mortelle que le ministre français de la Défense s'est fait applaudir à la dernière assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), devant laquelle

6. Discours de Caspar Weinberger devant l'ANPA (Association des professionnels de la presse), le 5 mai 1981 à Chicago.

7. Audition devant le Congrès américain en janvier 1981.

8. *Le Monde diplomatique*, février 1983.

9. L'Union de l'Europe occidentale est un organisme européen de coopération militaire et de défense. En sont membres les signataires du Traité de Bruxelles (17 mars 1948), c'est-à-dire la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ainsi que la République fédérale d'Allemagne et l'Italie.

10. La dernière génération d'armes chimiques est dite binaire parce que les composants ne sont mélangés et ne deviennent toxiques qu'au moment de l'explosion, ce qui procure une grande sécurité pour la production, le stockage et le maniement de ces armes.

voir attaquer le premier, la différence résidant bien entendu dans le fait que le coût politique de l'une et de l'autre intervention, l'une effective, l'autre théoriquement envisagée, n'est pas strictement égal.

Comment, dans un tel contexte objectif, ne pas comprendre que le mouvement antimissiles ait quelques difficultés à se situer, en adaptant ses réponses et sa stratégie d'opposition à celle de l'adversaire.

Paradoxalement, ce mouvement de masse qui s'est déployé essentiellement en fonction de la bataille des missiles, comprend que l'on ne combattra pas les décisions de l'OTAN en ce qui concerne l'Europe sans affirmer sa solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme, en Amérique centrale notamment. Cela est clairement ressorti de la seconde conférence européenne pour le désarmement nucléaire, tenue récemment à Berlin, et ce malgré la confusion ambiante sur beaucoup d'autres problèmes. Mieux, à l'initiative de la commission européenne anti-OTAN, une ambassade de paix a fait le voyage jusqu'à Managua, signe qu'en ce domaine, les perspectives de progression politique du mouvement antiguerre européen sont ouvertes.

En revanche, la situation objective n'est pas sans conséquence au niveau de la perspective d'un désarmement nucléaire unilatéral. Pour les révolutionnaires, le fondement d'un unilatéralisme de principe à l'Ouest réside dans la nature de classe des Etats nationaux en présence. Nous sommes favorables à tout ce qui affaiblit notre propre bourgeoisie. Mais tous les courants qui se sont prononcés pour un désarmement nucléaire unilatéral ne l'ont pas fait, loin s'en faut, à partir de

telles considérations. Pour certains, une telle prise de position, non de principe mais d'opportunité, s'est accompagnée de toutes sortes d'illusions, sur le thème de la « sécurité » assurée par d'autres moyens que les armements nucléaires. Ces courants ne peuvent, dans un premier temps, qu'être désorientés par la coïncidence entre le déploiement des nouveaux missiles nucléaires de l'OTAN et l'accent mis par l'impérialisme sur d'autres systèmes d'armes, en particulier les armes conventionnelles « intelligentes ». Il peut en résulter un recul temporaire, une désorientation de certaines fractions du mouvement, et pas forcément les moins avancées (puisque confusément unilatéralistes) devant l'ampleur des tâches qui se dessinent désormais. Bien entendu ni les fractions de la social-démocratie officielle ni les fractions stalinienne, généralement bilatéralistes, et dont les préoccupations sont liées aux pourparlers de Genève, n'ont les mêmes problèmes d'orientation.

Nous devons en tirer la conclusion que, plus que jamais, un travail d'explication est nécessaire pour faire pénétrer cette idée simple que confirme complètement l'évolution de la situation, que la solution définitive aux menaces de guerre et aux guerres locales, attisées sinon menées par l'impérialisme, réside dans le désarmement de celui-ci dans ses principales citadelles. De là découle la nécessité d'un combat pour le désarmement unilatéral de l'impérialisme, qui articule la lutte pour la paix avec la lutte pour le socialisme. Cela passe par le rejet d'un « pacifisme » qui s'accommode des nécessités de « la défense » ou de « la sécurité » nationale, même non nucléaire, dont le refus intransigeant de tous les crédits de guerre est la traduction la plus claire.

LAUSTÉRITÉ ET LA MILITARISATION SONT DEUX FACES D'UNE MEME POLITIQUE CAPITALISTE : IL FAUT BATTRE L'UNE ET L'AUTRE !

Ces crédits de guerre ont connu une expansion formidable au cours des dernières années dans la totalité des pays capitalistes. Ils devraient atteindre 274 milliards de dollars pour l'exercice 1984 aux Etats-Unis, soit une hausse, déduction faite de l'inflation, de plus de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les programmes d'ores et déjà engagés dans ce pays assureront, selon les prévisions, une croissance continue des crédits militaires jusqu'à la fin de la décennie, des crédits qui représentent aujourd'hui 6 % du produit intérieur brut (PIB) et atteindront la barre des 7,5 % en 1988. Autant de chiffres qui attestent un effort de militarisation sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale et qui, par effet d'entraînement, pèse très lourdement sur l'ensemble des économies des autres pays de la planète, depuis les pays de l'Est jusqu'aux Etats capitalistes de l'Europe de l'Ouest, en passant par les pays coloniaux et semi-coloniaux les moins développés.

On se souvient de la propagande frénétique déclenchée il y a quelques années par les gouvernements capitalistes pour expliquer la crise par l'augmentation brutale des dépenses pétrolières. Et bien, au

jourd'hui, l'effort mondial d'armement, d'un coût supérieur à 5 % du produit national brut (PNB) mondial, représente à peu de choses près, l'équivalent de la production pétrolière mondiale. Il faut le savoir.

La « justification » officielle d'un tel effort se trouve même contredite par le rapport annuel du sous-secrétaire d'Etat américain DeLauer (voir graphique), qui montre que l'OTAN, en dépit des affirmations de la propagande impérialiste destinée au grand public, a toujours dépensé bien davantage sur le plan militaire que les pays du Pacte de Varsovie. Or, on sait par ailleurs que les statistiques officielles américaines sont truquées par divers procédés : projection fantaisiste du coût supposé de l'effort militaire soviétique à partir de critères empruntés au système américain (un conscrit soviétique est, par exemple, censé coûter aussi cher qu'un professionnel américain), dépenses militaires camouflées sous diverses affectations, comme dans la plupart des économies capitalistes, etc. C'est dire à quel point l'argument central de la propagande impérialiste est, au bout du compte, fragile, infondé et, pour tout dire, outran-



Manifestation antinucléaire à Paris. (DR)

cièrement mensonger.

Cette folle augmentation des dépenses militaires signifie en retour autant de coupes claires dans les dépenses sociales des divers budgets nationaux. Aucun pays n'échappe ainsi à cette spirale infernale qui associe de manière inextricable effort de militarisation et politique d'austérité.

Le cas de la France est sans doute, à ce titre, le plus frappant en Europe. La loi de programmation militaire pour cinq ans (1984-1988), qu'a adopté le Parlement sur proposition du gouvernement, représente une dépense totale de 830 milliards de francs (près de 120 milliards de dollars). Par rapport à la projection sur cinq ans du budget militaire 1983, l'augmentation s'élève à 175 milliards de francs, soit une moyenne de 35 milliards de plus par an. Ce chiffre mérite d'être comparé aux économies d'un montant de 65 milliards de francs que le gouvernement escompte réaliser par l'application du plan Delors, le second plan d'austérité imposé aux travailleurs français depuis un an. Autrement dit, l'effort d'armement de l'impérialisme français devrait être payé par une austérité maintenue, voire aggravée, sur les cinq ans qui viennent.

Le mouvement antiguerre a tout intérêt à placer cette question des crédits de guerre, mise en parallèle avec les plans d'austérité, au centre de ses préoccupations. Les raisons ne manquent pas pour le justifier. Sur le strict plan de l'efficacité, on a d'autant plus de chance d'empêcher l'acquisition d'un système d'armes que l'on se mobilise tôt, et si possible avant même le lancement des programmes et des études. Or, la décision de déploiement, compte tenu des investissements engagés, est quasi-automatique. Il s'agit d'ailleurs de l'une des raisons qui poussent les gouvernements capitalistes à entourer le plus souvent leurs décisions du sceau du secret.

Au niveau du lien avec le mouvement ouvrier, il est aussi vrai qu'il est plus aisé de mobiliser la masse des travailleurs à partir du constat de ce que leur coûtent, dans leur vie quotidienne, les projets mili-

taires les plus fous des capitalistes. La conscience de la nécessité absolue de cette liaison avec le mouvement ouvrier se développe d'ailleurs aujourd'hui au sein du mouvement antiguerre. Ainsi, à l'initiative du mouvement hollandais, l'un des plus avancés en ce domaine, la perspective d'une grève générale pour s'opposer au déploiement des Pershing et des Cruise est en débat. Pour qu'elle se réalise, il faudrait évidemment que le mouvement ouvrier soit non seulement partie prenante du mouvement antiguerre, mais encore qu'il en assume la direction, ce qui, hélas, est loin d'être le cas aujourd'hui dans la plupart des pays européens. Il reste que, sur ce terrain, une confrontation est à l'ordre du jour avec les courants sociaux-démocrates notamment, qui, s'ils sont prêts à dénoncer la politique américaine, sont souvent encore plus fermement opposés à toute remise en cause radicale de la politique des Etats bourgeois qu'ils gouvernent, ont gouverné ou aspirent à gouverner.

Cette bataille pour une prise en charge des thèmes du mouvement antiguerre par le mouvement ouvrier devient donc désormais centrale. Elle seule peut permettre d'envisager, pour faire face à la crise, des luttes d'ampleur dans les industries d'armement, avec la perspective de la reconversion de ces secteurs industriels sous contrôle ouvrier et de la création de nombreux emplois. Seule cette bataille, si elle obtient quelques succès, peut éviter une dynamique d'éclatement toujours possible du mouvement de masse confronté à des échéances aussi importantes que celle du déploiement des missiles (risque de démobilisation d'une part, de radicalisation minorisante autour de l'occupation des sites, d'autre part). Enfin, elle seule offre une garantie sérieuse que la lutte contre la militarisation et l'austérité ait des chances d'être au moins partiellement victorieuse. Au-delà de ces objectifs, elle permet de dégager un terrain de jonction avec les mouvements pacifistes des pays de l'Est, pays dont l'économie est sous la contrainte permanente des pressions de la politique de guerre des Etats capitalistes.

LA BUREAUCRATIE FAIT OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT DE MASSE A L'EST COMME A L'OUEST

L'attitude à adopter vis-à-vis des pays de l'Est et de leurs mouvements pacifistes est justement le problème le plus difficile auquel est confronté le mouvement antiguerre occidental. Lors de la célébration, en grande pompe, du soixantième anniversaire de la fondation de l'Union soviétique, le 21 décembre dernier, le Soviet suprême de l'URSS et le comité central du PCUS déclaraient, dans un « message aux parlements, aux gouvernements, aux partis politiques et aux peuples du monde » : « Nous réaffirmons que, conformément aux engagements qu'elle a pris, l'Union soviétique ne recourra pas en premier à l'arme nucléaire et nous appelons une fois de plus les au-



Manifestation pacifiste à Paris en juin 1982. (DR)

tres puissances nucléaires à contracter des engagements analogues.

« Nous déclarons que l'Union soviétique est prête à geler, sur une base réciproque avec les Etats-Unis d'Amérique, ses arsenaux d'armes nucléaires.

« Nous nous prononçons pour l'aboutissement le plus rapide et le plus fructueux des négociations soviéto-américaines sur la limitation et la réduction des armements nucléaires en Europe, pour l'obtention, dans les plus brefs délais, d'une entente sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale.

« Nous proposons de sceller sans tarder une entente sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, afin de faire obstacle à la mise au point de leurs nouveaux types et systèmes.

« Nous nous prononçons en faveur de l'interdiction et de la destruction des armes chimiques.

« Nous invitons à reprendre dans les plus brefs délais les négociations suspendues portant sur d'autres problèmes relatifs à la limitation et à la destruction des armements. (11) »

Moins d'un mois plus tard, le sommet des dirigeants du Pacte de Varsovie, tenu à Prague, précisait le dispositif de la bureaucratie, en proposant de conclure « un traité de non-recours à la force et de sauvegarde des relations de paix », s'adressant ainsi à l'ensemble des Etats membres de l'Alliance atlantique et non plus exclusivement à la partie américaine. De là d'ailleurs découle la proposition légitime de Youri Andropov de prendre en compte, dans le cadre des négociations Est-Ouest, l'existence des arsenaux nucléaires français et britanniques. C'est là un aspect de l'offensive diplomatique actuelle de l'URSS et de ses alliés. Comment ne pas y souscrire ?

Le malheur, pour la bureaucratie, c'est que cette nouvelle offensive en faveur du désarmement n'est guère crédible. Tout d'abord, en raison de l'envers immédiat de sa politique, faite de répression des mouvements de paix indépendants, tandis que les mouvements officiels sont réduits à un simple rôle de faire-

valoir. Ensuite, il ne faut pas oublier que le temps où les porte-parole de la bureaucratie s'en tenaient à l'affirmation absurde selon laquelle les pays de l'Est devaient pouvoir gagner une guerre nucléaire n'est pas très éloigné, même s'il est officiellement révolu. Enfin, pour une dernière raison : au-delà des propositions progressistes, demeure l'attachement fondamental de la bureaucratie au *statu quo* avec l'impérialisme, qui permet à ce dernier de poursuivre à sa guise son effort de surarmement.

Le paradoxe dramatique dans cette affaire risque d'être le contresens fait à l'Ouest, et peut être aussi par certains pacifistes indépendants de l'Est, sur la signification des propositions soviétiques de désarmement. Si la bureaucratie s'accroche autant à une perspective de désarmement, c'est parce que l'effort économique que suppose la poursuite de la course aux armements dans le sillage de l'impérialisme américain est devenu pour elle un fardeau extrêmement lourd à porter. Les prises de position des dirigeants de plusieurs pays de l'Europe de l'Est insistant sur l'importance d'une réduction rapide des dépenses militaires en attestent. La bureaucratie est donc bien en position de faiblesse. Or, les cercles dirigeants impérialistes prétendent y voir, au contraire, la preuve de ce qu'ils affirment quant à la supériorité militaire acquise par l'URSS. Et c'est cette supériorité, selon eux, qui permettrait à l'URSS de s'engager dans la négociation en position de force. Dans ces conditions, le crédit limité dont disposent les dirigeants est-européens parmi les travailleurs occidentaux fait la différence. Et cela ne vient évidemment pas renforcer la crédibilité des propositions du Pacte de Varsovie.

C'est là la conséquence d'une politique qui a toujours privilégié les rapports d'Etat à Etat au détriment de l'appel à la mobilisation des masses. Le texte déjà cité du Soviet suprême et du comité central du PCUS en témoigne d'une manière très claire, la référence aux « peuples »

étant purement rituelle : « *Nous appelons les organes législatifs et les gouvernements de tous les Etats du monde à concourir activement au règlement des conflits et à l'élimination des foyers de tension, exclusivement par des moyens politiques.* »

« *Nous nous prononçons pour la consolidation de l'Organisation des Nations unies, l'élévation de son rôle dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationale.* »

« *Afin de réaliser ces objectifs, l'Union soviétique est prête à coopérer avec tous les Etats du monde indépendamment de leur système politique et social.* »

La bureaucratie se méfie plus que tout des mouvements de masse qu'elle ne contrôle pas. Or, il est d'une évidence aujourd'hui peu contestable que le mouvement antiguerre s'est développé en toute indépendance par rapport aux organismes du Conseil mondial de la paix qu'anime la bureaucratie, directement pour ce qui est de l'Europe de l'Est, indirectement et partiellement pour ce qui est de l'Europe de l'Ouest. Cela la conduit à avoir des attitudes politiques puériles, comme cela a été récemment le cas à Berlin-Ouest, lors de la seconde Conférence pour le désarmement nucléaire. Non seulement, les organismes officiels de l'Est ont ignoré cette conférence pour protester contre l'invitation transmise aux représentants de plusieurs courants indépendants — qui n'ont d'ailleurs pas obtenu leur visa de sortie — mais encore, la nuée de journalistes est-européens masquait difficilement l'embarras de leurs mandants. Dès lors, le débat est ouvert au sein des mouvements occidentaux sur l'attitude qu'il convient d'adopter.

La plupart des mouvements occidentaux revendiquent en effet haut et fort leur non-alignement, mais au-delà de la formule demeurent bien souvent des confusions sérieuses, notamment à propos du *statu quo*. Notre mouvement, quant à lui, a reconnu le droit aux Etats ouvriers bureaucratisés de se doter des moyens nécessaires à leur défense, y compris les moyens d'une dissuasion nucléaire efficace. Tel était le fondement des prises de position de la IVe Internationale à propos de l'accession soviétique à l'armement nucléaire en 1949, ou bien encore lors de l'accession de la Chine à ce même armement, en 1964. Il ne fait aucun doute que cela a contribué à dissuader l'impérialisme d'utiliser son propre arsenal à plusieurs reprises (guerre de Corée, guerre du Vietnam notamment). Mais de là à conclure que « l'équilibre de la terreur » a préservé la paix, il y a un pas à ne pas franchir. D'une part, parce que cela n'a pas empêché le déroulement de guerres locales où la barbarie impérialiste s'est déchaînée, hors d'Europe, contre les peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale. D'autre part, parce qu'en Europe même, les travailleurs ont dû subir à l'Ouest le règne sans merci du capital et à l'Est la dictature de la bureaucratie. Le *statu quo*, c'est aussi tout cela. Ajoutons que « l'équilibre de la terreur », comme garant du *statu quo*, ne peut être

appréhendé que comme une donnée transitoire susceptible donc d'être modifiée par le cours des luttes de classes dans un sens ou dans l'autre.

Partant, deux dangers symétriques sont à rejeter. Le premier consiste à négliger, voire à condamner ce qui se passe aujourd'hui en Europe de l'Est, dont l'activité du syndicat Solidarité a démontré, en Pologne, toutes les potentialités antibureaucratiques. Ce type de mobilisation représente en fait le meilleur moyen de dissuasion face à l'impérialisme. Quelques courants sociaux-démocrates et certaines forces bourgeoises en Europe du Nord, tel le Parti du centre en Finlande, osent ainsi justifier leur « prudence » par rapport aux mouvements indépendants au nom du « réalisme » qui voudrait que l'on préserve « un climat de sécurité » à l'Est, propice à la détente. Le Parti communiste français (PCF), sur un registre à peine différent, aboutit à la même conclusion. Rien ne serait plus faux politiquement et dangereux en pratique pour la paix.



A l'inverse, au nom d'un discours hypocrite sur les droits de l'homme, certains font mine d'oublier que c'est bien l'impérialisme qui porte la responsabilité principale de la course aux armements qui menace l'humanité. Ce faisant, ils tentent de fourvoyer une fraction du mouvement antiguerre à l'Ouest dans les ornières d'un bilatéralisme qui, au nom du danger soviétique, consiste à accepter tout ce qui est bourgeois, à l'exception de la perspective d'une guerre que porte pourtant en lui le système capitaliste. Ceux-là, tels les dirigeants du Parti socialiste français, dissimulent leurs desseins pro-impérialistes sous des phrases creuses sur la nécessité de « dépasser l'esprit de Yalta ».

Du point de vue des intérêts du mouvement antiguerre à l'Ouest et du mouvement ouvrier international, nous devons soutenir de toutes nos forces l'émergence de courants antiguerre indépendants en Europe de l'Est, en comprenant les potentialités de masse antibureaucratiques qu'ils portent en eux et, par là même, le danger mortel qu'ils représentent pour l'impérialisme et le pouvoir bureaucratique. Dans le même temps, l'on ne doit pas cesser d'interpeller les organismes officiels de l'Europe de l'Est et leurs correspondants occidentaux, non pour les conforter dans leur politique, mais au nom de la nécessité de construire le plus

large front contre les menaces de guerre impérialiste, dans la perspective d'immenses mobilisations de masse, forcément indépendantes, de l'Europe de l'Ouest à l'Europe de l'Est.

CONSTRUIRE PARTOUT LE MOUVEMENT ANTIGUERRE, C'EST PRÉPARER L'AVENIR

Le débat est désormais ouvert sur ces diverses questions dans le mouvement antiguerre. Il traverse également de part en part le mouvement ouvrier dans ses principales composantes. Il serait stupide de prétendre l'occulter au nom de l'unité dans l'action qui peut et doit se réaliser, par-delà les divergences, sur des initiatives précises de mobilisation. Il faut s'y investir en étant conscient que le processus de clarification politique qu'il doit entraîner prendra du temps et demandera beaucoup d'énergie.

Ces débats fondamentaux, urgents, et dans tous les cas inévitables, vont se poursuivre en même temps que la préparation des grandes mobilisations d'automne dans la quasi-totalité des pays européens. Bien sûr, il aurait été souhaitable que des perspectives d'actions coordonnées sortent de la Conférence de Berlin-Ouest. Ce ne fut pas le cas et on peut le regretter. Mais il ne faut pas pour autant renoncer à une telle perspective de coordination démocratique des mouvements nationaux à l'échelle de tout le continent. Là encore, la tâche est immense, mais pour le mouvement ouvrier lui-même, il peut s'agir d'un pas important dans la voie de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. La prochaine conférence internationale pour le désarmement, l'an prochain, qui se déroulera vraisemblablement en Italie, doit être préparée dans cet esprit, d'autant plus que d'ici là, les forces du mouvement ouvrier d'Europe du Sud, fortes de quinze années d'expériences de grandes luttes ouvrières, devraient prendre la place qui leur revient dans le vaste mouvement antiguerre européen.

En 1984, il aura également l'échéance des élections à l'Assemblée européenne de Strasbourg. A cette occasion, la reprise des principales exigences du mouvement antiguerre, appuyées sur la légitimité d'initiatives de masse, telles que les grandes manifestations de l'automne et les référendums d'initiative populaire, est à l'ordre du jour. Dans ce cadre, l'expression dans plusieurs pays d'un courant combattant clairement l'austérité et la militarisation, sur une plate-forme commune, marquerait un progrès certain et serait un des éléments de clarification des lignes de démarcation au sein du mouvement antiguerre.

Autant d'échéances qui sont devant nous et qu'il faut aborder avec la certitude que le combat pour la paix et le socialisme est l'un des plus décisifs de notre époque pour la classe ouvrière et pour les forces révolutionnaires, dont celles de la IVe Internationale. ■

Jean-Louis MICHEL,
20 mai 1983.

Les débuts du mouvement pacifiste en Hongrie, en RDA et en URSS

SAMEDI 7 mai, à la veille de l'ouverture de la IIe Conférence pour le désarmement nucléaire à Berlin-Ouest, une manifestation de 10 000 personnes avait lieu à Budapest, en Hongrie, à l'initiative du Conseil national pour la paix et de la Ligue des jeunes communistes. Fait plus important toutefois, on notait la présence, en fin de cortège, de quelque 500 jeunes des Groupes pour la paix et pour le dialogue, indépendants du mouvement officiel, qui défilaient derrière des banderoles où l'on pouvait lire : « *Tous les missiles hors d'Europe !* »

C'était la première fois, dans ce pays, que des groupes

Jacqueline ALLIO

C'est en République démocratique d'Allemagne (RDA) que les groupes pacifistes indépendants des pays de l'Est se sont développés en premier lieu. Axés d'abord sur le refus de la militarisation de la vie quotidienne et sur le droit au service civil, ils plongeaient leurs racines dans le mouvement déjà ancien des objecteurs de conscience soutenu par les Eglises protestantes d'Allemagne de l'Est (1).

Ces derniers ont en effet toujours estimé que le service spécial des *Bausoldaten* (« soldats de la construction »), instauré en 1964 sous la pression des jeunes chrétiens qui refusaient de porter les armes, n'est pas un service civil, dans la mesure où les conscrits, affectés à des travaux de construction, restent des soldats en uniforme soumis à la même discipline militaire que les soldats réguliers.

Ce mouvement des objecteurs de conscience, dont on estime — en l'absence de statistiques officielles — qu'il a touché environ 500 jeunes par an durant les années 1960 et 1970, franchissait un cap nouveau avec la pétition lancée en 1981 demandant l'instauration d'un véritable service civil alternatif. Des milliers de jeunes la signèrent, tous n'étant pas, loin s'en faut, des chrétiens engagés.

L'an dernier, le mouvement s'étendait aux réservistes, obligés d'effectuer des périodes d'entraînement de six à douze semaines jusqu'à l'âge de 50 ans. Nombre d'entre eux, bien que n'ayant pas demandé le statut de *Bausoldat* au moment de leur conscription, décidèrent de refuser de se rendre aux cours d'entraînement, au risque d'être condamnés à une peine de six à huit mois de prison.

Pour leur part, plusieurs centaines de femmes signaient une lettre adressée en octobre 1982 au chef de l'Etat, Erich Honecker, où elles protestaient contre l'introduction d'une nouvelle loi impliquant que les femmes de 18 à 50 ans pourraient désormais être mobilisées dans

pacifistes autonomes descendaient de manière organisée dans la rue pour réclamer à haute voix des mesures de désarmement immédiat, de la part de Moscou aussi bien que de Washington.

Pour tenu qu'il puisse paraître en comparaison des puissantes manifestations qui ont eu lieu récemment à l'Ouest, ce fait est pourtant lourd de signification quant à l'extension du mouvement pacifiste indépendant à l'Est et de la pression de plus en plus forte qu'il représente pour les bureaucrates au pouvoir.

le service de défense actif en cas de « situation d'urgence ».

RDA : CONTRE LE NUCLÉAIRE ET LA MILITARISATION DE LA VIE CIVILE

La seule réponse que les bureaucrates ont été capables d'apporter face à la vague de fond pacifiste touchant des secteurs de plus en plus larges de la population est-allemande, fut de serrer la vis en instaurant de nouvelles contraintes sur le plan de l'embrigadement militaire.

On sait que dès leur première année scolaire, les jeunes Allemands de l'Est, alors âgés de six ans, reçoivent la visite en classe d'un soldat de l'Armée nationale du peuple chargé de les endoctriner sur le rôle de l'armée comme défenseur de la paix et de la patrie. Et toute leur adolescence est marquée par le style militariste des organisations de jeunesse du parti dans lesquelles la plupart d'entre eux sont enrôlés. Or, non content d'avoir introduit dès 1978 des cours obligatoires — théoriques et pratiques — sur la défense militaire durant les deux dernières années de la scolarité (de 14 à 16 ans), le pouvoir a imposé voici peu une prolongation de la période d'entraînement à laquelle les jeunes sont astreints après leurs dix-huit mois de service militaire, qui passe ainsi de vingt-et-un à vingt-quatre mois. C'est donc dans ce contexte de militarisation à outrance de la vie scolaire et de la vie civile qu'il faut appréhender le mouvement pacifiste indépendant.

Le refus de servir de milliers de jeunes n'est qu'une facette de l'angoisse qui saisit des secteurs importants de la population est-allemande, non seulement jeunes mais aussi adultes, comme le montrent les réactions des femmes et des réservistes.

Les déclarations officielles selon lesquelles le seul but d'une armée forte est de mieux défendre la paix, conformément à l'esprit de la Constitution de la RDA,

sont incapables de convaincre ceux qui veulent réellement la paix. Les initiatives du type « Semaines pour la paix », sous l'égide de l'Eglise protestante, qui se sont succédées depuis trois ans, ont montré l'ampleur de la mobilisation face au danger de guerre, et de guerre nucléaire en particulier.

L'« Appel de Berlin », lancé en janvier 1982 en RDA par Robert Havemann et par le pasteur Rainer Eppelmann, devait cristalliser ces sentiments dans un texte demandant le retrait de toutes les armes nucléaires de RFA et de RDA comme premier pas vers une Europe dénucléarisée, ainsi que le retrait de toutes les troupes étrangères du sol d'Allemagne de l'Ouest comme d'Allemagne de l'Est (ellesse montent à 400 000 dans ce dernier pays). Depuis lors, tous les « forums pour la paix », à commencer par celui de Dresde, qui a rassemblé 5 000 jeunes en février 1982, ont largement repris ces exigences à leur compte, liant la lutte pour la démilitarisation de la vie civile et pour la création d'un service alternatif à la mobilisation pour le désarmement nucléaire.

En juin 1982, quelque 3 000 personnes, avant tout des jeunes, participaient au Forum pour la paix à Berlin-Est, appelé de bouche à oreille, mais aussi par des tracts portant l'avertissement obligatoire « *strictement réservé à l'usage interne de l'Eglise* » ... Alors que des sketches et des lectures de poèmes alternaient avec les services religieux à l'intérieur de l'Eglise de la Rédemption, un « coin des orateurs », à l'extérieur, permettait à tous ceux qui le désiraient, d'exprimer librement leur point de vue, dans un environnement où murs et arbres étaient recouverts de déclarations rédigées à la main, de poèmes et de photographies exprimant le désir de paix des participants.

Il faut souligner que dans leurs interventions, la plupart d'entre eux saluaient

1. « Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bureaucratie », *In-precor*, numéro 129, 28 juin 1982.

les propositions faites par l'URSS en faveur du désarmement, évitant toute tonalité anticommuniste. Cela confirmait les propos tenus peu auparavant par des participants du mouvement en réponse aux questions d'un journaliste de la revue suédoise *ETC* : « *La politique de Reagan menace le monde entier. (...) L'Allemagne de l'Est tout comme l'Allemagne de l'Ouest devraient engager un processus de démilitarisation. Notre but, c'est une Allemagne neutre, désarmée et réunie. (...) Nous pouvons capter la télévision de l'Ouest. Ses programmes sont aussi idiots que les nôtres. Nous, nous luttons pour la paix. La presse bourgeoise de l'Ouest cherche à nous utiliser pour sa propagande. Ce qu'elle dit est faux. Personne ne parle d'introduire le système capitaliste en Allemagne de l'Est.* » Et ils poursuivaient : « *Nous devons réformer le socialisme de l'intérieur. Il faut ouvrir le débat. La lutte pour le désarmement est un pas dans cette direction.* (2) »

On ne peut s'empêcher de noter la similitude de ces propos avec ceux de nombreux travailleurs polonais de Solidarité lorsqu'ils étaient interrogés sur les objectifs de leur lutte. L'un des participants au forum de Berlin-Est de juin 1982 devait d'ailleurs noter : « *C'était presque incroyable (...) qu'une action de ce genre soit possible à Berlin-Est. (...) Ce qui frappait celui qui y assistait, c'était cet étalage ouvert de contradictions. Il s'agissait de quelque chose de plus qu'une simple démonstration pour le désengagement pacifique. Il s'agissait de politique, je dirais même plus, de l'expression d'une opposition "légal". Et elle ne touche pas qu'à la question de la paix. (...) Le mouvement pour la paix actuel, indépendant de l'Etat, n'est pas seulement un mouvement qui développe, à propos de la paix et d'autres questions, des idées ne correspondant pas à la politique du Parti socialiste unifié (SED, le parti stalinien de RDA. Ndr). C'est un mouvement qui s'en prend objectivement aux racines du système lui-même. C'est le rôle dominant du SED, du pouvoir totalitaire de l'Etat, qui se trouvent mis en question.* (3) »

Même si tous ses participants n'en ont pas encore clairement conscience, de nombreux indices montrent que la dynamique antibureaucratique du mouvement va croissant.

LA DYNAMIQUE ANTIBUREAUCRATIQUE DU MOUVEMENT ET LA GUERRE DES BADGES

On en avait déjà eu un avant-goût lors du forum de Dresde en février 1982. La position de l'Eglise recommandant alors de ne pas signer l'« Appel de Berlin », bien que ce dernier « *soulève une série de questions qui ont leur place dans les discussions sur la responsabilité des chrétiens à propos de la paix* », fut très mal reçue par les participants. Ils sifflèrent le responsable ecclésiastique chargé d'expliquer « *que cela n'aiderait pas les débats sur le maintien de la paix* (4) ». La concession que la hiérarchie protestante a faite récemment au pouvoir en recom-

EXTRAITS DE LA LETTRE ADRESSÉE PAR LE « GROUPE DE LA PAIX » SOVIÉTIQUE A LA CONFÉRENCE DE BERLIN

En ce qui concerne la manière dont les armes perdront leur pouvoir de terreur et comment les différences entre l'Ouest et l'Est peuvent être résolues au travers du dialogue : ce dialogue ne doit pas se limiter à des échanges diplomatiques, il doit avoir lieu dans les rues, dans les maisons des gens ordinaires, il doit être retranscrit dans la presse et à la télévision.

L'Est tout comme l'Ouest feraient mieux de ne pas se limiter à des échanges d'opinion autour du tapis vert. (...) Notre groupe a rassemblé une série de propositions concernant les moyens de surmonter la méfiance et d'atteindre une « humanisation » des relations internationales. Nous avons proposé des échanges durant les vacances d'été entre Russes et Américains. Nous proposons également d'organiser des débats à la télévision avec des dirigeants politiques des deux côtés, durant lesquels les spectateurs de l'Est aussi bien que de l'Ouest pourraient poser des questions par téléphone. (...) Nous proposons d'abolir la vente des jouets militaires et nous voudrions travailler à un programme d'éducation pour la paix dans les écoles. En suggérant de couper les dépenses militaires, nous tenons à rappeler à notre gouvernement que ces sommes seraient mieux utilisées à des fins pacifiques. Nous avons proposé un programme pour mettre fin à l'extension de la malaria dont beaucoup de gens souffrent, ainsi qu'un projet pour nettoyer l'environnement et l'atmosphère. Cela reviendrait moins cher que de fabriquer de nouvelles armes. Ces exemples ne font qu'indiquer la démarche générale qui est la nôtre et qui, si elle était suivie par le peuple soviétique, pourrait contribuer à surmonter la méfiance. Ces propositions humanitaires quelque peu naïves contiennent néanmoins un potentiel sérieux : elles sont capables d'anéantir les bourgeois de l'armement nucléaire à leur origine même : à l'intérieur du cerveau humain. Elles peuvent rendre ces armes inutiles et inefficaces.

Le temps presse. De nouvelles fusées frappent à la porte de l'Europe. Selon nous, il n'y a pas de place pour de nouvelles fusées, que ce soit en Europe ou n'importe où ailleurs. ■

mandant aux jeunes de ne plus porter l'emblème de leur mouvement fut également très impopulaire, tendant à radicaliser les plus conciliants.

Les Eglises protestantes ont joué un rôle déterminant dans l'impulsion du mouvement des objecteurs de conscience, tout en parvenant à maintenir des relations étonnamment ouvertes avec les autorités durant les années 1970. Il faut dire qu'elles bénéficient d'un statut juridique d'indépendance très exceptionnel dans ce pays : c'est la seule institution qui ne soit pas sous le contrôle du parti. Mais, à l'évidence, les proportions prises récemment par le mouvement pour le service civil et pour la dénucléarisation des deux Allemagnes a compliqué les choses, et cette Eglise — accusée par le pasteur Eppelmann lui-même d'avoir une « *mentalité timorée désastreuse* » dans ses rapports avec l'Etat — risque de se voir complètement débordée par une mobilisation allant beaucoup plus loin que ses propres intentions. Elle pourrait bien, sous peu, se trouver dans une situation aussi contradictoire que celle de l'Eglise polonaise, perpétuellement coincée entre son désir de rester un interlocuteur valable pour le pouvoir et la nécessité d'adopter des positions plus radicales pour ne pas perdre tout prestige aux yeux des masses.

Quant à la bureaucratie, elle se trouve elle-même prise dans une situation difficile. Les assertions du Conseil pour la paix de RDA, selon lesquelles « *le socialisme égale la paix* », s'accomode de plus en plus mal du cours agressivement mili-

tariste du pouvoir et rendent particulièrement difficile, aux yeux des observateurs, une politique de répression ouverte à l'encontre du mouvement pacifiste indépendant.

On en a eu des preuves avec la « guerre des badges ». Après avoir donné à l'Eglise l'assurance qu'ils ne réprimeraient pas ceux qui affichaient sur leurs vêtements le badge en tissu symbole du mouvement (la reproduction d'une sculpture offerte par l'URSS aux Nations-Unies où l'on voit un forgeron transformant une épée en soc de charrue), les bureaucrates ont changé leur fusil d'épaule, alarmés notamment par l'ampleur du forum de Dresde. Le badge en question s'est tout d'un coup vu accusé d'être un « *symbole subversif* », et toute personne qui le porte est désormais passible de condamnations en vertu de l'article 106 du Code pénal. Le décret sur les imprimés exigeant une autorisation pour tout matériel imprimé a même été révisé en hâte afin de couvrir également les « *ornements sur tissu* ». Dès lors, les jeunes qui persistaient à porter cet emblème ont été l'objet de toutes sortes de discriminations et de sanctions allant jusqu'à l'exclusion de leur école. Cer-

2. « Interview with east-german peace activists », *International Viewpoint*, numéro 7, 24 mai 1982.

3. « Friedenswerkstatt in Ostberlin, Erlebnis eines DDR-Teilnehmers », *Osteuropa-Info*, numéro 3, 1982, p. 48.

4. *The sword and the Ploughshare autonomous peace initiatives in East Germany*, John Sandford, brochure de l'END, 1983.

tains se sont même vus retirer leurs papiers d'identité qui ont été remplacés par la carte « PM 12 », un document réservé jusque là aux « éléments peu sûrs » ayant fait de la prison et interdits de voyage à l'étranger. Cela n'a pas empêché de nombreux jeunes qui participaient à un rassemblement à Magdeburg, quelques mois après le forum de Dresde, d'arborer des écussons blancs et muets, écussons qui rappellent les résistances électriques portées à la boutonnière par les travailleurs polonais après l'interdiction du badge de Solidarité.

Les autorités ont cependant pris la popularité de cet emblème assez au sérieux pour essayer de le neutraliser au moyen d'un contre-emblème, en l'occurrence la colombe de Picasso entourée du mot « Paix ». Les jeunesses du parti (le FDJ) l'arboraient lors des rassemblements officiels l'an dernier, parfois même sur un bandeau de tête, à la manière des pacifistes de l'Ouest.

La bataille ne se limite d'ailleurs pas aux emblèmes. Elle s'est transformée en une véritable bataille de slogans. Le « *Transformez vos épées en socs de char- ruc* » est devenu « *Des épées et des char- rucs* », quant au « *Faire la paix sans armes* » des pacifistes indépendants, il a été transformé en « *Faire la paix contre les armes de l'OTAN* » ...

La nécessité pour les autorités de tout faire pour tenter de récupérer le mouvement indépendant est notamment liée au fait qu'il leur est très difficile d'accréditer l'idée selon laquelle ce dernier serait un agent de l'ennemi. Les prises de position du mouvement pacifiste indépendant à l'égard de la politique de l'OTAN sont en effet sans équivoques, et particu-

lièrement son opposition au déploiement des Cruise et des Pershing-2. Cette orientation ne facilite donc pas la tâche des autorités, d'autant qu'elle se double d'une conviction de la plupart des participants du mouvement indépendant qu'il ne faut pas se couper des mouvements officiels pour la paix, mais bien au contraire tenter de faire pression sur eux en s'adressant à tous ceux qui se reconnaissent dans les objectifs qu'ils mettent en avant.

Cette attitude ressortait clairement des messages envoyés par les divers groupes est-allemands invités à la Conférence de Berlin-Ouest de mai 1983 et qui n'ont pu y participer faute d'avoir reçu leur visa (voir encadrés). Face à la manière dont cette convention avait été lancée — les initiateurs faisant de l'appel favorable au désarmement bilatéral une condition pour faire partie du comité organisateur du rassemblement — tous mettaient l'accent dans leurs missives sur la nécessité de s'adresser à toutes les composantes du mouvement, y compris aux structures officielles de l'Est.

HONGRIE : DES « GROUPES POUR LE DIALOGUE ET POUR LA PAIX »

Pour leur part, les Groupes pour le dialogue et pour la paix, hongrois, allaient même plus loin, portant un jugement sévère sur la conception du « Comité de liaison » de la Conférence de Berlin et l'accusant de ne pas comprendre l'influence des structures officielles sur une grande partie de la population à l'Est. Les Groupes pour le dialogue et pour la paix, dont on estime qu'ils rassemblent aujourd'hui près de 20 000 sympathisants actifs,

constituent sans doute le courant le plus important dans ce mouvement pacifiste hongrois composé d'une multitude de groupes autonomes.

Tout a commencé en septembre 1981, lorsqu'un groupe d'étudiants de la faculté d'Art de Budapest a proposé d'organiser une manifestation indépendante pour la paix qui s'opposerait à la fois aux armes nucléaires soviétiques et américaines. L'autorisation demandée aux autorités fut refusée, mais la Ligue des jeunes communistes (KISZ) appela, en revanche, à un rassemblement de masse le 12 décembre, quelques jours avant la manifestation prévue pour le 17 ...

Lorsque l'idée d'une manifestation fut reprise au printemps 1982, la KISZ intervint à nouveau, transformant ce qui devait être une manifestation indépendante le 9 mai en une parade officielle. Certains militants des groupes indépendants y participèrent néanmoins avec des pancartes où l'on pouvait lire : « *Abolition de toutes les armes.* »

L'un des courants les plus développés durant les premiers temps se regroupait autour de la « Campagne antinucléaire », qui touche avant tout de très jeunes gens (14 ans et plus) organisés dans les écoles secondaires. Leur mot d'ordre central est : « *Faisons fondre toutes les armes !* » Ils agissent en distribuant des tracts, en posant des affiches et en portant des badges. On les rencontre souvent dans les parcs où ils interpellent les passants en leur distribuant des fleurs pour tenter de les gagner à un point de vue pacifiste. Un autre groupe, formé de jeunes artistes et de peintres, a pris le nom d'Indigo et consacre ses efforts à produire du matériel pour la campagne pour la paix.

A l'université, où la mobilisation était au départ plus limitée, le mouvement s'est organisé autour des Groupes pour le dialogue et pour la paix, dont les positions et les initiatives ont été popularisées à l'Ouest au travers d'interviews de son porte-parole Ferenc Köszei. De tels groupes existent aujourd'hui dans plusieurs villes en dehors de Budapest.

Enfin, il faut souligner que ce mouvement a immédiatement rencontré un écho auprès des « groupes de base » ou communautés religieuses catholiques qui, derrière le prêtre Gyorgy Bulanyi, militent depuis de nombreuses années pour la non-violence et pour l'objection de conscience. Ce mouvement s'est d'ailleurs heurté frontalement à la hiérarchie catholique à plusieurs reprises, cette dernière l'ayant condamné sévèrement dans le souci évident de rester en bons termes avec le pouvoir. Les évêques se sont même déclarés prêts « à défendre de manière décidée l'ordre social de la République populaire hongroise contre toute tentative, d'où qu'elle vienne, visant à déstabiliser l'Etat (5) ».

Toutefois, lorsque le primat a pris des mesures répressives à l'encontre de deux jeunes religieux prêchant l'objection de conscience, en les suspendant d'abord,

5. « Katholische Friedensgruppen in Ungarn », *Osteuropa-Info*, numéro 3, 1982, p. 74.

EXTRAITS DE LA LETTRE ADRESSÉE

PAR LE « GROUPE POUR LA PAIX ET POUR LE DIALOGUE » HONGROIS A LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Durant ces derniers mois, nous avons été très troublés par les divergences croissantes entre les mouvements pour la paix de l'Est et de l'Ouest. Il est décisif d'éviter la division de nos forces : la guerre froide ne devrait pas entrer dans le champ de notre travail ! (...) Toutes les organisations pacifistes devraient suivre un cours plus tolérant, plus réaliste, plus coopératif et non-interventionniste les unes vis-à-vis des autres.

Nous vous demandons en particulier de penser aux questions suivantes : quelle image contribuez-vous à former sur les pays du Pacte de Varsovie ? Dans certains journaux pacifistes, cette image n'a que trois faces : une armée forte dans une société militarisée ; des violations fréquentes des droits humains ; et quelques petits groupes généralement opprimés. Cela peut-il aider à bâtir la confiance pour résister à la rhétorique de la guerre froide ? Dans l'Appel pour une Europe dénucléarisée, il est affirmé que « nous ne devons tenir aucun compte des interdictions et des limitations imposées par un quelconque Etat national ». N'est-ce pas par hostilité idéologique que vous vous complaisez à souligner avec autant de vigueur, non pas votre indépendance par rapport à Moscou, qui est correcte, mais votre dégoût profond pour ces Etats ?

La seconde question est la suivante : si nous nous attelons à construire un mouvement pour la paix pan-européen, cela pourra-t-il se faire sans les Conseils et les Comités pour la paix de l'Est (structures officielles, ndlr.) ? Avez-vous réellement tenté de coopérer avec eux ? Est-ce une bonne stratégie de mettre des conditions et de ne commencer les discussions que si elles sont remplies ? Nous pensons qu'il est possible d'atteindre les peuples de l'Est par leur biais. Comptez-vous attendre que nos pays soient transformés en démocraties de type occidental pour établir des contacts avec l'Europe de l'Est ? Qu'en sera-t-il si l'holocauste nucléaire survient avant ? ■



Des militants pacifistes hongrois : Laszlo Rajk, Gyorgy Konrad et Miklos Haraszti. (Photos publiées dans Alternative numéro 19).

puis en les révoquant de leur poste, un tollé accueillit ces décisions, mettant au grand jour le fossé qui existe entre le radicalisme des croyants pacifistes et le conservatisme profond de la hiérarchie catholique hongroise.

Les supporters de Bulanyi ont constitué un « Comité de la dignité humaine » qui, dans une déclaration datant de janvier 1982, a exprimé son soutien aux mouvements pacifistes à l'Ouest ainsi que son opposition à la présence d'armes nucléaires, bombes ou fusées, en Europe de l'Ouest aussi bien qu'en Europe de l'Est.

LE MOUVEMENT PACIFISTE HONGROIS ET LA DISSIDENCE

Tous ces groupes et courants sont d'accord entre eux sur la nécessité de garder une stricte indépendance par rapport à l'Etat, tout en coopérant chaque fois que possible avec le mouvement officiel, dont ils critiquent le caractère bureaucratique mais avec lequel ils disent avoir de nombreux objectifs en commun. Plus préoccupante en revanche est l'appréciation que de nombreux jeunes militants du mouvement indépendant portent sur les dissidents qualifiés par Köszegei de « *soi-disant opposition* » et de « *force qui présente un danger de manipulation du mouvement* » au même titre que le Conseil de la paix ou l'Etat. « *Les tentatives des éléments de l'opposition de prendre une place dominante dans le mouvement naissant pourraient constituer un grand danger pour le mouvement lui-même.* (6) »

Certes, l'opposition traditionnelle a en quelque sorte encouragé ce type de réactions dans la mesure où de nombreux dissidents n'ont pas caché leur scepticisme face aux objectifs des groupes pacifistes naissants, ne commençant à s'y intéresser que lorsqu'il s'est avéré qu'ils jouissaient d'une réelle audience.

Toutefois, l'attitude de défiance, pour ne pas dire d'agressivité, des groupes pacifistes à l'égard des dissidents ne pourrait qu'avoir des conséquences négatives pour le mouvement lui-même si elle était maintenue, car elle repose sur une appréciation politique erronée de la situation dans les pays sous domination bureaucra-

tique. Elle renvoie à l'illusion selon laquelle il serait possible de trouver une « troisième voie », une voie « apolitique » devant permettre au mouvement de maintenir son indépendance tout en étant reconnu officiellement, et s'assortit parfois d'un certain opportunisme à l'égard de la bureaucratie, comme cela transparaît dans certains passages de la lettre du Groupe pour le dialogue et pour la paix publiés ci-contre. La volonté souvent proclamée d'être un mouvement légal est à l'origine du refus de se commettre avec des oppositionnels déclarés du régime. « *On se défie d'actions qui tendraient à accréditer l'idée que les nouveaux pacifistes sont des dissidents.* (7) »

L'illusion touchant à l'existence d'une voie médiane susceptible d'éviter tout affrontement avec la minorité bureaucratique au pouvoir se traduit également par le refus de nombreux groupes pacifistes de mettre sur pied une véritable coordination du mouvement. Cela s'était exprimé très clairement lors d'une rencontre des divers groupes en juillet 1982, rencontre à laquelle participaient plusieurs membres du mouvement officiel pour la paix et du gouvernement, ainsi que quelques dissidents hongrois. « *L'unique garantie pour que nous puissions exister de manière durable, c'est la diversité qui nous caractérise* (8) », devait dire un participant à cette réunion qui refusa toute perspective de plate-forme commune.

Si la diversité est effectivement l'un des signes de la vitalité de ce mouvement, il n'en va pas nécessairement de même pour l'absence de coordination, car cela implique des limites évidentes à l'action. On a pu le constater lors du passage à Budapest, en août 1982, de la Marche pour la paix organisée par les Soviétiques. Dans leur désir de respecter les divers points de vue et leur crainte d'aller trop loin, les membres des divers groupes pacifistes avaient décidé d'ignorer cette manifestation. Il a fallu que ce soient deux dissidents parmi les plus connus et les plus courageux — Miklos Haraszti et Laszlo Rajk — qui saisissent cette occasion pour distribuer aux manifestants et aux spectateurs des tracts critiquant la politique militaire du gouvernement hongrois et

dénonçant la présence de troupes et de fusées soviétiques sur le sol hongrois. A ce propos, Köszegei affirme que personne ne sait au juste si des armes nucléaires sont stationnées en Hongrie.

Néanmoins, comme le montre la présence organisée des Groupes pour le dialogue et pour la paix à la manifestation officielle du 7 mai dernier à Budapest, la dynamique même de la mobilisation ne peut qu'aider le mouvement pacifiste indépendant à dépasser ses limites politiques et organisationnelles.

Jusqu'ici, les autorités hongroises n'ont pris aucune mesure de répression directe à l'encontre des groupes indépendants. Leur politique a consisté, au contraire, à « chevaucher le tigre », le Conseil pour la paix reprenant à son compte, en les déformant, diverses propositions faites par les groupes indépendants, tel que le lancement d'un journal, l'ouverture d'un club de discussion pour la paix, etc. Ce qui ne veut pas dire, contrairement aux espoirs de certains jeunes militants, qu'elles soient prêtes à soutenir ni même à tolérer éternellement leur action. « *Tout au plus s'agit-il jusqu'ici d'une certaine tolérance de la part de la police* », dit Miklos Haraszti, qui sait de quoi il parle. « *Mais il faut s'attendre à des mesures discriminatoires à l'égard des gens sur leur lieu de travail, dans les écoles et dans les entreprises.* (9) » Un élément qui aidera certainement les jeunes militants du mouvement pacifiste à prendre conscience de l'enjeu politique de la lutte qu'ils ont engagée, c'est l'établissement de liens directs avec les mouvements indépendants à l'Est comme à l'Ouest, suivant le désir exprimé par de nombreux participants.

URSS : NAISSANCE DU « GROUPE POUR LA PAIX »

Dans ce sens, la naissance à Moscou du Groupe pour la paix, pour modestes que soient ses effectifs, constitue un puissant encouragement à l'action pour les

6. « The New Hungarian Peace Movement », Ferenc Köszegei and E. P. Thompson, brochure de l'END, 1982.

7. *Alternative*, numéro 19, novembre-décembre 1982, p. 27.

8. « The new Hungarian peace movement », *op. cit.*, p. 23.

9. *Osteuropa-Info*, numéro 3, 1982, p. 83.

mouvements des autres pays de l'Est. C'est le 4 juin 1982 qu'un groupe de onze personnes invitait quelques correspondants étrangers pour leur remettre un appel adressé aux gouvernements et à l'opinion publique d'URSS et des USA. Ils le faisaient parvenir parallèlement à la presse soviétique ainsi qu'aux autorités américaines.

Pour ce groupe composé avant tout de scientifiques n'ayant jamais participé jusque-là à des activités politiques de l'opposition, la course aux armements nucléaires entre les USA et l'Union soviétique constitue le plus grand danger pour la paix. Les membres du groupe devaient toutefois préciser qu'ils ne se considéraient pas comme des dissidents, qu'ils étaient en accord avec la politique de désarmement nucléaire du gouvernement soviétique et qu'ils entendaient maintenir leurs activités dans un cadre strictement légal. Leurs propositions portent avant tout sur l'établissement de liens entre les simples citoyens, en URSS et au niveau international, l'efficacité du seul dialogue au sommet apparaissant comme plus que douteuse face au danger de guerre nucléaire. Pour eux, il s'agit de propager le point de vue des pacifistes, afin de permettre à la très grande majorité qui refuse la guerre, de s'exprimer, pesant ainsi sur les mentalités, les décisions des minorités au pouvoir et, par là-même, sur les relations entre l'Est et l'Ouest.

Cette approche tout ce qu'il y a de plus modérée n'empêcha pas la riposte immédiate de la bureaucratie, même s'il ne s'est pas agi, jusqu'à présent, de répression frontale ou d'arrestations massives. Dès la diffusion de l'appel, les membres du groupe et tous ceux qui avaient osé le signer ont été victimes de représailles, allant d'« entretiens » où on leur demandait de retirer leur signature jusqu'à des arrestations de quinze jours et à des internements psychiatriques, en passant par des coupures du téléphone, des menaces de licenciement pour retard au travail, des assignations à résidence d'un mois, sans oublier les « avertissements » sous forme d'« accidents manqués », etc. Toute la presse soviétique s'empressa de présenter le groupe en question comme étant lié à la CIA.

Alors qu'ils avaient décidé d'organiser une manifestation, le 27 juin 1982, sous les mots d'ordre « Plus jamais d'Hiroshima » et « La paix sur la base de la confiance et non de la peur », plusieurs membres du groupe furent arrêtés, accusés de « hooliganisme » et envoyés dans une prison pour alcooliques aux environs de Moscou. Devant les lettres de protestation affluant de l'Ouest, les bureaucrates soviétiques, qui tiennent à rester en bons termes avec les mouvements pacifistes indépendants occidentaux, répondirent dans un télégramme à l'END (Campagne pour le désarmement nucléaire en Europe) que « pas une seule personne représentant le mouvement pour la paix en Union soviétique n'avait été réprimée, aucune n'ayant bien sûr été arrêtée ». Quant aux deux personnes du « groupe des onze présenté comme un mouvement indépen-

dant par la presse occidentale », elles avaient « battu une femme dans un bus et été condamnées par un tribunal populaire de district à quinze jours de prison pour hooliganisme (10) » ...

Il faut souligner que la crainte des bureaucrates face à l'impact possible de l'action de ce groupe s'est pleinement justifiée. Quatre mois après avoir lancé leur appel, les onze avaient déjà récolté 900 signatures soutenant leur initiative. Elles ont continué à affluer depuis lors, provenant surtout des milieux intellectuels et scientifiques, mais également des secteurs étudiant et ouvrier. De nouveaux Groupes pour la paix se sont formés à Odessa, Novosibirsk et Leningrad. Un groupe de jeunes portant le nom d'Initiative indépendante s'est constitué de son côté, regroupant plusieurs centaines de membres.

Aux dernières nouvelles, la bureaucratie, qui s'était longtemps refusée à donner des visas de sortie à plusieurs membres du groupe des onze qui en avaient fait la requête voici plusieurs années, a subitement décidé d'en accorder plusieurs, notamment à Sergueï Batovrine, un jeune peintre, porte-parole du groupe. C'est une manière comme une autre de tenter de se débarrasser de « contestataires » dont les maîtres du Kremlin craignent l'exemple, d'autant plus efficacement que la démarche des « contestataires » ne vise pas à s'adresser d'abord à l'opinion publique étrangère, mais à l'opinion publique et au gouvernement de leur propre pays.

Certes, la masse des travailleurs soviétiques paraît jusqu'ici plus concernée par les problèmes d'approvisionnement et de niveau de vie que par la question des SS-20. Mais il n'en reste pas moins que toute une partie de la population, encore traumatisée par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, se montre très sensible aux objectifs de la lutte pour la paix. Même si les Conseils pour la paix sont des structures totalement bureaucratiques dont le seul but est d'entériner la politi-

que du gouvernement, le caractère massif des manifestations pour la paix, en URSS, traduit autre chose qu'une simple participation obligée des travailleurs. C'est aussi l'expression d'une préoccupation réelle chez une partie d'entre eux. On a pu le vérifier par la manière dont ils sont spontanément descendus dans la rue — en particulier la génération la plus âgée — dans certaines villes, lorsqu'apparaissent les banderoles de la Marche pour la paix organisée par les féministes nordiques, de Vyborg (Danemark) à Minsk (URSS), l'été dernier.

Les dirigeants soviétiques ont donc tout lieu de craindre les activités d'un groupe qui s'en prend non seulement à la course aux armements, mais qui dénonce explicitement l'énormité des dépenses militaires qui pourraient être utilisées à des fins sociales pour satisfaire les besoins des masses, un groupe qui se réclame d'une idée très subversive dans les pays sous domination bureaucratique : « Le droit de travailler pour la paix. »

L'UNITÉ DES MOUVEMENTS PACIFISTES DE L'EST ET DE L'OUEST

Les bureaucrates soviétiques, on s'en doute, ont tout fait pour empêcher les participantes de la marche Vyborg-Minsk de prendre contact avec les onze membres du Groupe pour la paix de Moscou. Ils sont parvenus à manipuler suffisamment cette action pour la présenter comme un acte de soutien inconditionnel à leur politique internationale.

Cet épisode est révélateur de l'importance qu'il y a à établir des liens directs entre les mouvements indépendants de l'Ouest et de l'Est, non pas dans l'idée de refuser tout contact avec les mouvements officiels à l'Est, comme le proposaient certains participants à la Conférence de Berlin(-Ouest) de mai dernier dans des interventions hypersectaires et souvent explicitement anticommunistes, mais pour empêcher les bureaucrates d'isoler et d'écraser les groupes qui font état de leur volonté d'organisation indépendante. Cela permettrait également de lever la suspicion qui pèse souvent sur les mouvements indépendants de l'Ouest dans l'esprit des mouvements indépendants de l'Est, pour la seule raison que la presse officielle de l'Est les présente comme des alliés potentiels des directions bureaucratiques.

« Le sort du mouvement indépendant pour la paix dépend en grande partie de ce que feront nos camarades des mouvements pacifistes occidentaux », dit Serge Batovrine, au nom du Groupe soviétique. Dans la mesure où les gouvernements des Etats ouvriers bureaucratisés, et en particulier celui d'URSS, sont effectivement obligés de compter avec eux, l'attitude que les mouvements indépendants de l'Ouest adopteront dans le soutien aux militants pacifistes réprimés à l'Est pèsera d'un poids certain dans l'existence et dans



En RDA : l'emblème du mouvement pacifiste :
« Transformer les épées en socs de charrue »

10. « Moscow independent Peace group », brochure de l'END, Londres, 1982, p. 24.

la lutte mêmes des groupes autonomes. Une lutte qui ne se limite pas à la question du désarmement, tant il est vrai — et les arrestations en URSS et les mesures répressives en RDA l'ont à nouveau montré — que toute action se fonde sur le droit à la liberté s'affronte immédiatement à la minorité au pouvoir et pose aussitôt le problème de la lutte pour les droits démocratiques dans leur ensemble. Une lutte qui s'affronte en outre à la présence des troupes soviétiques stationnées dans de nombreux pays d'Europe de l'Est et qui sont utilisées comme instrument, direct ou indirect, de répression du mouvement des masses.

En s'engageant dans le mouvement pour la paix, les travailleurs de l'Est s'affrontent à la politique de la bureaucratie, dont l'une des principales hantises est d'empêcher toute mobilisation des masses susceptible de remettre en cause la place qu'elle occupe et les privilèges qui sont les siens. Parallèlement, les travailleurs qui, à l'Ouest, se mobilisent pour le désarmement de l'impérialisme, se heurtent aux intérêts des marchands de canons et à la toute-puissance de leurs représentants.

L'unité de combat des mouvements de l'Est et de l'Ouest est donc un enjeu décisif de la lutte antiguerre à l'échelle mondiale. La mobilisation des masses s'opposant au déploiement des armes nucléaires, à la croissance des budgets militaires, à la militarisation de la vie civile et à toute limitation des libertés syndicales est le seul véritable garant contre le danger de guerre. Cette lutte met en évidence la convergence des intérêts des peuples qui, à l'Est comme à l'Ouest, luttent pour le droit à l'autodétermination, pour le droit de décider de leur propre sort.

Les mouvements pacifistes à l'Est n'en sont qu'à leurs débuts. En RDA et en Hongrie en particulier, ils sont marqués par la jeunesse de leurs adhérents et sont restés jusqu'ici extérieurs au mouvement ouvrier. Mais les objectifs qu'ils mettent en avant concernent tous les travailleurs : leur défiance à l'égard des structures officielles bureaucratisées, leur volonté de prendre eux-mêmes leurs affaires en mains, leur refus d'une politique militaire qui — au nom de la défense de la patrie — réponde à l'escalade impérialiste par une logique de surarmement, leur dénonciation des richesses sociales dépensées à cet effet au lieu d'être consacrées à des besoins sociaux, voilà autant de détonateurs qui font trembler la bureaucratie. Car cette dernière l'a appris à ses dépens — et elle vient à nouveau de le vérifier lors de la montée révolutionnaire en Pologne — qu'un mouvement lancé sur des revendications apparemment très élémentaires recèle une dynamique antibureaucratique que des propositions de réformes et de changement superficiels sont incapables de contenir. Ce qui est dès lors en jeu, pour elle, ce n'est plus tant le nombre de fusées dont elle dispose que son pouvoir même. ■

Jacqueline ALLIO,
21 mai 1983.

La trajectoire du parti des Verts

Un mouvement qui reste très hétérogène

SI les élections législatives du 6 mars 1983 n'ont pas représenté une victoire totale pour les partis de droite, c'est parce que pour la première fois depuis 1953 (date à laquelle le Parti communiste ouest-allemand, KPD, perdit sa représentation parlementaire, à la suite de quoi il fut déclaré anticonstitutionnel et interdit) une formation politique à la gauche du Parti social-démocrate (SPD) a réussi à franchir la barre antidémocratique des 5 % des suffrages nécessaires pour accéder au Parlement fédéral (Bundestag).

Avec plus de deux millions de voix, les Verts sont, à gauche, les seuls véritables vainqueurs de ces élections (1).

En République fédérale allemande (RFA), les Verts déterminent les débats politiques de la gauche comme dans aucun autre pays de l'Europe de l'Ouest. Et ces débats parviennent à toucher profondément le SPD lui-même.

Les extraits de la discussion entre Jakob Moneta, défenseur connu du socialisme révolutionnaire en RFA, et Thomas Ebermann, un porte-parole des forces socialistes au sein des Verts, que nous publions dans les pages suivantes, n'éclairent pourtant qu'une partie de la réalité politique que représentent les Verts.

Peter BARTELHEIMER

La formation du parti des Verts est étroitement liée à la profonde stabilité politique et économique qu'a connu le capitalisme ouest-allemand jusqu'au début des années 1980, stabilité dont les sociaux-démocrates se revendiquent avec leur propagande mettant en avant le « modèle allemand ». Les effets de la crise capitaliste mondiale des années 1974-1975 sur l'économie ouest-allemande furent en effet très limités. Par ailleurs, la participation à la direction des affaires gouvernementales pendant de longues années d'une social-démocratie liée à la bureaucratie syndicale, empêcha l'essor de mobilisations ouvrières contre la montée du chômage et les premières mesures d'une politique d'austérité bourgeoise.

De ce fait, les actions de masse trouvèrent le plus souvent leur expression non pas dans une mobilisation massive des travailleurs, mais dans les nouveaux mouvements sociaux contre le nucléaire et, au début des années 1980, contre l'accélération de la militarisation. Les participants à ces mobilisations, dans leur majorité très jeunes, ne percevaient pas les organisations ouvrières, le SPD et les syndicats, comme des alliés potentiels de leur révolte. Au contraire, à leurs yeux, ces organisations se situaient aux côtés de l'adversaire et faisaient partie intégrante de la politique politicienne du système capitaliste.

Une grande partie de la jeunesse s'écarta donc du SPD comme parti majoritaire de la coalition gouvernementale socialo-libérale du SPD et du FDP (Parti libéral-démocratique). Ce rejet ne s'est pas fait sous le signe d'une opposition de classe entre capital et travail, mais sous celui d'une opposition radicale au programme

nucléaire « civil » et militaire et à la destruction de l'environnement. Les grandes organisations maoïstes qui dominaient la gauche socialiste depuis le mouvement étudiant se sont effondrées. Pour beaucoup de militants de cette sensibilité politique, l'écologie ne signifiait pas seulement le point de départ d'une alternative à la gauche du SPD, elle marquait également la fin de l'espoir d'une radicalisation des travailleurs. Quand, à partir de 1978, les listes électorales vertes et alternatives firent leur apparition et parvinrent à faire élire leurs représentants dans les Parlements régionaux et dans les conseils municipaux, ces formations partageaient, paradoxalement, une des plus profondes convictions de la social-démocratie : la croyance que le capitalisme continuerait toujours à pouvoir surmonter ses contradictions économiques et à parvenir à intégrer durablement la classe ouvrière. Dans leur quête d'une société alternative, ces courants répétèrent les vieilles erreurs du mouvement étudiant, en tirant un trait sur le mouvement ouvrier et, en particulier, sur les syndicats comme instruments susceptibles de renverser l'ordre existant, et en décrétant les « nouveaux mouvements », la question de la survie de l'humanité face aux menaces de guerre nucléaire ou de catastrophes écologiques comme le point de rupture fondamental de la société capitaliste. Si, malgré cela, le parti des Verts fut dès le début plus qu'une simple force écologique, c'est avant tout grâce à la participation active d'une partie de la gauche socialiste à ce projet. Celle-ci voyait là sa seule chance d'acquiescer une influence de masse.

Les succès électoraux des Verts, qui leur ont permis d'être aujourd'hui pré-

1. Sur les résultats électoraux, voir *Inprecor* numéro 146, 28 mars 1983.

sents dans cinq Parlements régionaux (Hambourg, Brême, Berlin-Ouest, Hesse, Bade-Wurtemberg) et à l'Assemblée nationale, auraient été impensables sans les actions de masse du mouvement pacifiste, du mouvement contre le programme nucléaire et contre la destruction de l'environnement. C'est pourquoi la prétention des Verts à représenter, politiquement et organisationnellement, l'ensemble de ces mouvements n'est pas justifiée.

Les Verts représentent un creuset de courants politiques les plus divers. Depuis ceux qui défendent des conceptions écologistes réformistes se situant dans le cadre du système capitaliste jusqu'à ceux qui défendent des positions socialistes et marxistes, en passant par ceux qui théorisent la transformation révolutionnaire du système à partir de l'écologie, tel est l'éventail des courants politiques. Des groupes régionaux, comme ceux de Hambourg et de Berlin, qui en tant que Liste alternative verte (GAL) et en tant que Liste alternative de Berlin-Ouest (AL) affirment une certaine autonomie programmatique et organisationnelle par rapport au parti national des Verts, doivent en partie leur existence à l'initiative d'une aile de l'ancienne gauche maoïste et sont fortement marqués par des conceptions anticapitalistes. Alors que les Verts recueillent, lors des élections, des milliers de suffrages provenant des rangs des militants de ces mouvements sociaux, ils ne représentent cependant pas une force organisationnelle capable de susciter des actions de masse. Les Verts étaient aussi bien absents des grandes manifestations syndicales de l'automne 1982 contre l'austérité que des mobilisations contre l'OTAN. De fait, sous la couverture d'une référence démagogique à la démocratie de base, une petite minorité des adhérents s'est depuis longtemps cristallisée en un mini-appareil politique des Verts. Ce sont eux qui discutent et prennent les décisions sans que les différentes options programmatiques soient ouvertement confrontées les unes

Entrée des Verts au Parlement fédéral. (DR)



aux autres et débattues par l'ensemble des membres.

C'est ainsi qu'Ernst Hopflich, cofondateur de la Liste alternative à Berlin-Ouest, décrit la vie interne de cette organisation : dans les conseils de délégués de la Liste alternative, 70 à 80 membres mènent des « batailles idéologiques » à bâtons rompus tandis qu'à peine 30 politiciens « alternatifs » prennent les décisions « au nom » des quelques 2 600 adhérents. Tandis que les Verts du land de Hesse doivent largement leur succès électoral de l'automne passé à la lutte massive et dure menée contre la construction de la piste d'envol « ouest » de l'aéroport de Francfort, ce sont environ 80 membres et participants d'une réunion de délégués qui décidèrent de la composition nominale et du programme des listes électorales à la place des 2 500 adhérents, et qui refusèrent la présence d'Alexander Schubart, ancien social-démocrate et principal porte-parole de la lutte contre l'extension de l'aéroport de Francfort. En effet, en tant que socialiste convaincu, il s'était prononcé contre une liste purement « verte » et pour une alliance électorale plus large (2).

En automne 1982, sous la pression des effets de la nouvelle crise mondiale, du triplement du nombre de chômeurs et de l'aggravation de la politique d'austérité, le parti Vert connu, pendant les mois précédant les élections législatives, des débats houleux sur l'élaboration d'un programme économique. Une première réunion de l'assemblée nationale des délégués, qui s'est tenue après la rupture de la coalition gouvernementale SPD-FDP, les 13 et 14 novembre 1982 à Hagen, a été principalement marquée par la présentation publique de la théorie provocatrice de Rudolf Bahro, selon laquelle une politique écologique radicale devait se saisir de la chance que représenterait la croissance du nombre des chômeurs jusqu'à 5 millions de personnes pour exiger la mise en œuvre de moyens publics destinés à permettre de « quitter le travail

aliéné de l'industrie » et de construire « une nouvelle pratique de la vie quotidienne indépendante du marché mondial ».

Le programme économique adopté à une réunion nationale de délégués, les 15 et 16 janvier suivants à Sindelfingen près de Stuttgart, fut finalement profondément marqué par les conceptions des forces socialistes qui militent au sein des Verts. Mais il apparaît cependant comme un de ces compromis typiques de cette organisation-caméléon et divisée. D'un côté, le programme part d'une critique de la loi du profit, de la concurrence capitaliste et des rapports de production existants analysés comme source d'aliénation sociale et d'exploitation de l'homme et de la nature. D'un autre côté, les « conceptions d'un nouvel ordre économique, écologique et démocratique » sont volontairement formulées de manière très floue (« détournement de la grande industrie du marché mondial » au profit « d'une production proche des consommateurs dans des espaces économiques régionaux et locaux », d'un « ordre financier solidaire » de la construction de coopératives de petites unités de production autogérées) afin de maintenir l'illusion d'une troisième voie entre le capitalisme et les conceptions socialistes traditionnelles.

Le programme revendique « la socialisation du sol, de l'environnement, des moyens de production et des banques sous des formes nouvelles » tout en rejetant les « formes traditionnelles de nationalisation ». De ce fait, les Verts ont refusé jusqu'ici de soutenir la revendication des sidérurgistes pour la nationalisation de leur industrie. Le but à long terme « d'un changement structurel complet du système social sur la base de critères écologiques et sociaux » est opposé à une série de revendications immédiates qui sont réalisables dans le cadre du capitalisme. La politique d'austérité bourgeoise et le démantèlement des acquis sociaux sont clairement rejetés. Mais la revendication d'une autogestion pour remplacer « la bureaucratie actuelle de l'Etat social » rappelle fatalement la campagne démagogique des chrétiens-démocrates pour rompre avec l'idée d'Etat-providence.

Après un débat tendu, les Verts se sont finalement prononcés pour la mise en place immédiate de la semaine de 35 heures, sans diminution de salaire pour les basses et moyennes catégories, de manière à créer de nouveaux emplois. Et si cette mesure ne suffisait pas pour créer des emplois pour tous, il faudrait envisager une réduction supplémentaire du temps de travail. Mais, d'un autre côté, les Verts engagent une flexion sur le temps partiel et le partage des postes de travail afin de répondre au désir de certains de travailler à un rythme inférieur à la moyenne hebdomadaire. Ils constatent que les salariés et les syndicats conservent une possibilité importante de peser dans les rapports économiques, du fait de leur nombre et de leur prise directe sur les moyens de production, et qu'un travail

2. Voir *Inprecor* numéro 136, 8 novembre 1982.

actif au sein des syndicats doit donc être mené. Mais les luttes syndicales et d'entreprise ne sont considérées que comme un moyen accessoire pour imposer concrètement ce programme.

Le changement récent de gouvernement à Bonn, à la suite de la rupture de la coalition SPD-FDP et des résultats électoraux du 6 mars, marque la fin de la situation exceptionnelle de la RFA comme îlot de stabilité au milieu de la crise de l'économie et de la société capitalistes.

La nouvelle situation va rapidement mettre en évidence les faiblesses du parti Vert et conduira, à moyen terme, à une crise d'orientation et à des débats internes très durs. Il ne sera plus possible d'atténuer les différences politiques et idéologiques par de bons résultats électoraux. Le chômage, les budgets d'austérité et la riposte syndicale sont devenus les thèmes centraux de la politique intérieure. Les Verts ne peuvent plus se permettre, comme auparavant, d'ignorer la classe ouvrière et les syndicats comme facteurs décisifs du changement social. Déjà, même chez ceux qui se reconnaissent dans les Verts, le désarroi et l'affolement provoqués par la victoire de la droite et par les attaques du gouvernement et des patrons ont considérablement atténué la joie suscitée par l'entrée des élus Verts au Parlement fédéral. L'orientation suivie jusqu'à présent par les Verts, qui se présentent, avec leurs 5 % de suffrages, comme la seule véritable opposition face au bloc dirigeant des sociaux-démocrates et des partis patronaux, n'a plus de crédibilité dans une situation où les travailleurs placent à nouveau leurs espoirs dans la social-démocratie aujourd'hui dans l'opposition. Toute politique qui n'a pas aujourd'hui pour objectif l'unité d'action avec le SPD contre la coalition de droite est condamnée à se marginaliser socialement.

Le refus sectaire des Verts de travailler en commun avec les forces de la gauche socialiste et leur prétention réaffirmée d'être le seul représentant légitime des nouveaux mouvements sociaux apparaissent de plus en plus contradictoires avec le rôle décevant qu'ils ont joué de nombreuses fois dans l'organisation et la mise en œuvre d'actions de lutte. Le manque de contrôle de la base du parti sur la fraction parlementaire et l'absence de possibilités de mener des débats politiques approfondis peuvent rapidement provoquer une crise, si les Verts enregistrent lors des prochaines consultations électorales régionales un recul par rapport aux scores précédents, ou même s'ils ne pouvaient franchir la barre des 5 %.

Le Groupe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVe Internationale) s'était prononcé, avant les élections législatives du 6 mars dernier, pour une alliance électorale large des Verts avec les forces de la gauche socialiste comme avec d'autres organisations. Les Verts ont rejeté cette démarche. Ils n'ont pas répondu clairement à la question de savoir s'ils voteraient au Parlement fédéral pour le candidat du SPD, Hans Vogel, au poste de chancelier, si son élection était possible du point de vue des majori-

tés parlementaires. Ils n'ont pas compris la nécessité de prendre des initiatives communes avec d'autres forces de la gauche socialiste pour soutenir les revendications des travailleurs. Au lieu de cela, le SPD apparaît pour les Verts comme étant leur ennemi principal pour obtenir les voix des électeurs. Pour ces raisons, le GIM, qui a fait sa campagne pour une nouvelle majorité de gauche et pour un gouvernement SPD, a appelé à voter pour le seul SPD et non pas pour le SPD et les Verts. La politique du GIM reste déterminée par l'objectif de mobilisations communes des Verts, des syndicats, des sociaux-démocrates et des forces de la gauche socialiste contre la politique de la coalition de droite. Dans ce cadre, il faudra interpellier les groupes parlementaires des Verts et du SPD pour qu'ils soutiennent les actions de masse au travers d'initiatives communes au Parlement, en pré-

sentant, par exemple, une loi sur la semaine de 35 heures. Les socialistes révolutionnaires devront cependant débattre en même temps avec les forces socialistes présentes au sein des Verts pour les convaincre qu'il est possible et nécessaire aujourd'hui de construire une alternative socialiste parmi les travailleurs. Des socialistes comme Thomas Ebermann, qui travaillent au sein des Verts sans pour autant lutter ouvertement pour un programme socialiste révolutionnaire, n'y jouent pas totalement le rôle qui leur revient, alors même que pour la première fois depuis longtemps, les objectifs socialistes et les revendications anti-capitalistes sont largement discutées au sein du SPD et des syndicats. ■

Peter BARTELHEIMER,
Francfort, 22 avril 1983.

Débat avec un représentant de l'aile socialiste des Verts

Au mois de mars dernier, le Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, organisait en commun avec le POCH (Organisations progressistes de Suisse) deux meetings-débats sur la situation politique en République fédérale d'Allemagne après les élections législatives du 6 mars 1983.

Nous publions ci-après les extraits les plus significatifs des interventions des deux participants au meeting qui s'est déroulé le 16 mars à Zürich.

Thomas Ebermann, membre de la Liste alternative verte à Hambourg, élu au Parlement régional du land de Hesse, et Jakob Moneta, ancien rédacteur en chef de la revue du syndicat de l'IG Metall, actuellement collaborateur du journal socialiste révolutionnaire Was Tun, y défendaient leurs positions, qui recouvrent une partie du débat entre le courant marxiste-révolutionnaire et l'aile socialiste du mouvement des Verts et des Alternatifs en RFA.

Thomas EBERMANN : Le seul éclairage positif que l'on peut trouver dans les résultats électoraux du 6 mars dernier est notre entrée au Parlement fédéral. Au-delà de la joie d'y être arrivé, il faut constater qu'en RFA, l'Etat-CDU (Union chrétienne-démocrate) s'impose à tous les niveaux : nous avons une Cour suprême dominée par la CDU, une agence nationale pour l'emploi dominée par la CDU, un président fédéral de la CDU, une majorité CDU au Parlement, une majorité CDU au conseil des Länder, et une large majorité CDU dans les gouvernements et Parlements locaux ainsi que dans les mairies, et, enfin, un gouvernement fédéral dominé par la CDU.

Le slogan « *Etrangers dehors !* », qui jusque-là n'avait rencontré que peu

d'écho, devient l'expression d'une réalité sociale. Le déploiement des fusées US à moyenne portée, qui est un élément essentiel de toute la stratégie de l'OTAN, est imposé avec une répression croissante de l'Etat. Les femmes défavorisées socialement ne peuvent plus payer les frais des IVG (Interruption volontaire de grossesse), le chômage et la diminution des prestations sociales vont aller en augmentant, et il y aura une politique économique qui rappelle d'autres temps de l'histoire allemande.

Tout ceci est l'héritage des treize années d'activité gouvernementale du Parti social-démocrate (SPD). Celle-ci a été caractérisée par un fil conducteur que Willy Brandt (chancelier de 1969 à 1974) a explicité ainsi en 1972 : « *Si on veut traire une vache — l'animal désignant ici le système capitaliste — il ne faut pas l'abattre.* » La conséquence que de nombreux travailleurs ont tiré de ce slogan, lors des élections du 6 mars dernier, est la suivante : « *Si c'est ainsi, si la subordination des travailleurs aux intérêts du capital est véritablement décisive, alors votons plutôt pour le parti qui a effectivement la confiance du capital.* » Et ce parti, c'est la CDU. Le plus désolant dans ces résultats électoraux est donc le grand nombre de voix ouvrières accordées à la CDU.

L'année passée, il y avait déjà eu une « première » dans l'histoire de l'Allemagne fédérale : dans le land de la Sarre, le personnel d'une entreprise a, collectivement et apparemment volontairement, rendu une partie de son salaire au patron, dans le but d'assurer une sécurité de leurs emplois, et cela alors même qu'elle avait été négociée puis garantie par la convention collective. Cette action est à la fois le support et la conséquence d'une idéologie

qui prône que travail et capital sont des « partenaires sociaux ». Cette idéologie, que le SPD a contribué à développer, gagne du terrain. (...)

Les élections en RFA ont été déterminées par le thème de la politique économique. Il y avait sans doute une majorité pour reconnaître au SPD des compétences sur la question des missiles, de l'éducation et de la reconnaissance des droits démocratiques. Mais il n'y avait pas de majorité pour lui faire confiance pour résoudre la crise économique. Voilà la raison pour laquelle le slogan démagogique de la CDU « Voter pour la reprise » (une reprise conçue comme une soumission consciente à la loi du profit capitaliste) a pu trouver un terrain aussi favorable. De plus, il faut saisir le fait — souvent ignoré à l'étranger — que le SPD ne voulait pas gagner ces élections : il était prêt, pour des raisons d'Etat, à accepter une défaite pour pouvoir d'autant mieux se consacrer à briser les Verts et les Alternatifs. On comprend ainsi que les batailles décisives à venir entre la social-démocratie et les Verts-Alternatifs se feront sur les questions de politique sociale et économique, et cela sans que les Verts puissent pour autant négliger les exigences écologiques ainsi que celles relatives à une politique de paix. (...)

La tâche historique du SPD, telle qu'elle est définie par les milieux financiers, est de jouer le rôle d'opposition pour briser les nouvelles forces qui apparaissent et dont l'activité remet en cause les fondements structurels du système de la RFA. Il y a trois ans, n'importe qui pouvait facilement distinguer le SPD des Verts-Alternatifs. Il n'était guère possible de nous confondre. (...) Mais, depuis, il est devenu plus difficile de distinguer le SPD des Verts, précisément à cause du rôle d'opposition qui lui a été attribué par le capital. (...) Pour maintenir des rapports conflictuels avec les Verts, le SPD a développé un nouvel argument : « *Leurs buts et leurs idéaux sont sans aucun doute merveilleux, mais ils ne comprennent rien au sujet, complexe, qu'est l'économie politique, ils ne comprennent rien à la pénurie des moyens et des finances qui affecte le budget d'Etat et, de ce fait, nous ne pouvons réaliser avec eux les idéaux partagés en commun* », entend-on en substance. Cet argument a trouvé son point culminant dans une interview accordée par un conseiller municipal de la gauche du SPD à Hambourg, au cours de laquelle il a déclaré : « *Sous la pression des résultats électoraux de Hambourg (du 6 juin 1982, où la liste des Verts-Alternatifs a obtenu 7,7 % des voix) le SPD doit retrouver le chemin d'une politique socialiste.* » Mais la phrase n'était pas terminée... et il a ajouté : « *... bien entendu, dans le cadre que nous fixent les moyens financiers actuels.* » On pourrait traduire sa pensée de la sorte : le socialisme coûte très cher, et on peut presque dire qu'il n'est possible que lorsque le capitalisme est florissant et non pas en période de crise. (...)

La tâche des Verts est donc de mener un débat de clarification parmi la popula-

tion. Ainsi, si ce qui régit le fonctionnement de la société n'est pas le taux de profit de chaque entreprise mais la production sociale dans son ensemble, alors la protection de l'environnement devient bon marché !

Et pour cet objectif aussi, il vaut la peine de chercher à mettre fin au fonctionnement capitaliste de la société. (...) A Hambourg par exemple, il y a une réelle crise de la construction navale. Or, ce qui est nouveau, c'est que les travailleurs de ce secteur — une minorité du mouvement ouvrier — n'exigent pas « plus de subventions publiques » ni « le maintien de la construction navale ». Ils ont établi une gamme de produits alternatifs à produire. Ainsi leurs exigences vont plus loin qu'un simple « droit au travail ». Cette dernière exigence, elle, ne se

doit être financée par une baisse des salaires. (...)

Il ne faut pas mal interpréter ce que je dis là. Je n'affirme pas du tout par là que les Verts sont un nouveau docteur Keynes, un Keynes miraculeux à la sauce écologique, qui va faire disparaître le chômage grâce à un système compliqué d'investissements écologiques, ou encore débarrasser le capitalisme de ses crises cycliques. Cela, nous ne le pouvons pas. Nous pouvons démontrer qu'il y a des mesures à prendre, qu'il y a une politique de redistribution des impôts qui permettrait d'alléger le taux de chômage. Mais en même temps, nous voulons que le problème de la socialisation des moyens de production, but affirmé dans notre programme, soit aussi posé à travers les questions de l'utilité des produits, des besoins sociaux,



Des fleurs sur la table de Petra Kelly, dirigeante des Verts au Parlement. (DR)

préoccupe pas de la qualité, de l'usage du produit, ni des conditions de travail ou des besoins sociaux. Ces travailleurs doivent se confronter à tous les partis politiques établis, et notamment au SPD qui, bien qu'admirant leur esprit d'initiative et de créativité, leur répond : « *Il vous reste une chose à faire, prouver qu'il existe un marché pour ces produits et que leur vente est profitable. A partir de là, on pourrait considérer leur mise en production.* » Justement, là où l'Etat pourrait être client, où l'on pourrait mettre en place des lois très sévères de protection de l'environnement — même dans le cadre du système actuel, sans la rupture avec les rapports de production vers laquelle nous tendons — toutes les possibilités d'investissements écologiques pour l'avenir, d'investissements socialement utiles sont refusées.

Aujourd'hui, le SPD a découvert la semaine de 35 heures. Seulement voilà, d'après le SPD, il faut mettre en place la semaine de 35 heures sans dépenses supplémentaires. Ils disent donc : « *La semaine de 35 heures ne doit pas mener à une augmentation des charges salariales et des charges de l'Etat.* » Ce qui veut tout simplement dire que la semaine de 35 heures

de la conscience écologique. C'est ce qu'il y a d'historiquement nouveau avec notre courant. C'est de ce point de vue que les Verts peuvent contribuer à dénoncer une certaine crispation du mouvement ouvrier traditionnel et de ses organisations. Je dis bien « peuvent », parce que ce que j'ai avancé ici est aujourd'hui largement discuté et controversé au sein même des Verts. Tout ce que j'ai dit — et j'ai derrière moi une tradition communiste et je m'investis consciemment comme marxiste chez les Verts — est potentiellement majoritaire et peut être défendu chez les Verts. Bien entendu, vous pouvez trouver des politiciens chez les Verts qui pensent pouvoir défendre leur orientation dans le cadre de la société actuelle et de ses rapports de production. Vous pouvez aussi trouver des minorités chez les Verts, tel Rudolf Bahro qui prône le retour à une production d'auto-consommation et qui pense qu'aucun moyen de production ne doit dépasser cette échelle artisanale. Ceci est une erreur.

Les Verts posent le problème de l'orientation du développement des forces productives et sur ce point aussi, ils vont bien plus loin que le programme de Bad-Godesberg du parti social-démocrate

(adopté en 1959) qui, non seulement évacue le problème des rapports de propriété, mais, en plus, considère le développement des forces productives et la croissance économique de manière complètement acritique. Les Verts font donc une double critique à la social-démocratie. Pour Jakob Moneta, c'est l'appel au vote SPD et non l'appel au vote Vert qui passe pour être la tactique la plus juste. Elle me paraît, quant à moi, complètement inadéquate. J'ai voulu vous présenter l'apparition d'une nouvelle force politique en RFA, qui, bien qu'ayant encore de nombreuses tares, est porteuse d'espoir dans ce sinistre Etat chrétien-démocrate.

Jakob MONETA : Je me réjouis qu'à la fin de son intervention, Thomas ait repris le fil du débat pour faire remarquer que j'ai appelé à voter pour le SPD. Mais il a oublié d'expliquer pourquoi le pays compte quelques millions de personnes qui votent pour le SPD. Or, il s'agit de notre principal problème. (...) Je suis parfaitement d'accord avec Thomas sur la critique qu'il fait du SPD. Et ceci, depuis l'époque où, en 1931, j'ai rejoint la jeunesse du Sozialistische Arbeiterpartei (SAP) et non pas le SPD. Mais là n'est pas le problème. Le vrai problème est le suivant : comment aurions-nous pu concrétiser une politique qui aurait pu empêcher ce qui s'est passé lors de ces élections ? Même si un regroupement à gauche du SPD a réussi à entrer au Parlement fédéral le 6 mars — ce dont il faut se réjouir, d'autant plus qu'il s'appuie sur un mouvement de masse —, la victoire de la droite au niveau parlementaire a fait subir un important recul à la gauche et au mouvement ouvrier. C'est là que se pose le problème. (...) Cela me fait un peu penser à l'époque de la République de Weimar (1919-1933), et surtout au KPD (Parti communiste), qui se réjouissait alors de gagner un million de voix à des élections où les nazis en gagnaient trois. Moi, je ne peux pas me réjouir de ce genre de victoire.

Si nous analysons le problème en fonction du degré de détachement des masses vis-à-vis de la social-démocratie pour aller vers une politique socialiste et non pas pour voter CDU, alors nous devons être très clairs sur le caractère de cette crise et sur ce qui est à l'origine du tournant à droite, qui a eu lieu non seulement en RFA, mais aussi lors des dernières élections municipales en France. Pour caractériser la crise, quelques chiffres suffisent : en 1970-1971, il y avait 10 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays développés du monde. En février de cette année, il y en a trois fois et demi plus, soit 35 millions. En RFA, le nombre des chômeurs a été multiplié par dix depuis 1970-1971, passant de 250 000 à 2,5 millions, sans oublier qu'il y a aujourd'hui 700 000 travailleurs à temps partiel. Là où, dans les autres pays capitalistes, le nombre de chômeurs a mis treize ans pour être multiplié par trois, en RFA cela s'est passé en trois ans. Et cet approfondissement de la crise a fait des thèmes du chômage et de la crise de l'emploi le point central de ces élections, contrairement à



Manifestation pacifiste à Bonn en 1979. (DR)

l'attente des Verts et d'autres. Je dois dire que cette question n'a pas trouvé la place qu'elle aurait dû occuper dans la propagande électorale des Verts, tout au moins dans la propagande officielle, puisque Thomas Ebermann a défendu ses propres positions, avec lesquelles je suis d'accord.

N'y avait-il vraiment pas cette possibilité d'un gouvernement à gauche de la CDU/CSU et du Parti libéral-démocratique (FDP), dont Willy Brandt avait parlé après les élections au Parlement régional du land de Hesse en septembre 1982 ? L'échec du SPD semblait pratiquement inévitable avant les élections régionales de Hesse. En août 1982, les sondages ne donnaient que 30 % au célèbre Helmut Schmidt, qui passe pour un expert en économie mondiale et ne cessait de parler du modèle allemand. Puis arrive la rupture de Schmidt avec le FDP. Il les met à la porte et l'espoir naît chez les millions de travailleurs et de militants syndicaux qui avaient toujours répété : « Pourquoi est-ce que vous nous racontez sans cesse que vous êtes obligés de mener cette politique de merde — démantèlement des acquis sociaux et tout le reste — parce que les libéraux sont au gouvernement. Pourquoi est-ce que vous ne quittez pas le gouvernement ? » Et la réponse traditionnelle était : « Oui, mais nous devons empêcher le pire, sinon ce sera la CDU/CSU qui gouvernera. » Maintenant, Schmidt les vire et éveille un espoir qui retourne la situation, à tel point que lors des élections régionales de Hesse, le SPD, qui était au bout du rouleau, gagne les élections. C'était une surprise totale, aucun institut de sondage n'aurait pu le prévoir (1).

En même temps, fin 1982, on assiste à des manifestations de masse qui sont organisées par les syndicats et qui regroupent 600 000 personnes. Il est d'ailleurs amusant de savoir que ces manifestations avaient été décidées alors que le SPD était encore au gouvernement, pour montrer que les syndicats ne pouvaient plus soutenir la politique de la coalition socialiste-libérale.

Mais le gouvernement de coalition SPD/FDP étant entre temps tombé, ces manifestations se dirigent finalement contre le gouvernement Kohl-Genscher, con-

tre le gouvernement du patronat. Et le résultat est que les sociaux-démocrates, qui n'avaient aucun espoir de gagner les élections au Parlement municipal de Hambourg, le 19 décembre 1982, remportent ces élections avec une majorité absolue (51 %) et n'ont même pas besoin du soutien de la liste alternative verte. A partir de là, on peut tirer un certain nombre de conclusions.

Avant tout, on voit où se situe aujourd'hui la force qui permettrait de se débarrasser d'un gouvernement de droite. Pour ce faire, il faut une alliance qui dépasse le cadre du Parlement et unisse les mouvements de masse, aussi bien le mouvement syndical que le mouvement de la paix et le mouvement des femmes. (...) Pourquoi notre but doit-il être celui de toucher la classe ouvrière et de la gagner à nos projets ? C'est simple à expliquer. J'étais cofondateur du Cercle d'action de la vie, qui a essayé de défendre, au sein des syndicats, une autre politique de l'énergie et un arrêt total de l'énergie nucléaire. Nous avons connu quelques succès. Certains syndicats ont pris notre parti. A Bonn, j'ai parlé au nom de ce cercle devant un rassemblement de 150 000 personnes venues manifester contre l'énergie nucléaire. A cette époque, j'étais aussi responsable, en tant que rédacteur en chef du journal de l'IG Metall, des journaux de grévistes. J'ai suivi quotidiennement cinq grèves importantes à Brême et dans le Bade-Wurtemberg. J'ai vécu la différence qu'il y a entre la force de manifestations qui voient des milliers de gens se mobiliser puis se séparer, et une grève qui réussit pratiquement à paralyser le pays et le capitalisme. J'ai compris alors que pour arriver à vaincre, il faut gagner ces masses travailleuses. C'est là que réside la différence avec la

1. Lors des élections régionales du land de Hesse, le 16 septembre 1982, la CDU n'a pas atteint la majorité absolue qui lui était attribuée dans les sondages. Le FDP n'a pas réussi à dépasser la barre des 5 % et a perdu sa représentation au Parlement régional. De son côté, le SPD n'a perdu que 1,8 % des suffrages par rapport aux précédentes consultations régionales, alors même que l'on prévoyait une défaite de plus de 10 %. Les Verts ont obtenu leur meilleur score avec 8 % des suffrages exprimés.

grande majorité des Verts qui ne comprend pas cela.

J'en viens à la question de la consigne de vote. Je vais rapidement expliquer ma position. Si nous voulons convaincre les travailleurs, les permanents syndicaux, les délégués d'entreprises qui, aujourd'hui, ont encore confiance dans le SPD, nous devons leur donner la possibilité de faire concrètement l'expérience d'un gouvernement social-démocrate lorsqu'il est au pouvoir. Aussi longtemps que les libéraux du FDP participaient au gouvernement, tout était clair pour eux : tout était de la faute du FDP, c'était un parti bourgeois avec qui, pensaient-ils, il fallait « faire des compromis ». C'est pourquoi, en tant que syndicaliste, j'ai soutenu un appel au SPD avec d'autres personnes, parmi lesquelles figuraient des candidats des Verts, dont l'un, Jurgen Reents, a été élu au Parlement fédéral. Cet appel développait les idées suivantes : si le SPD a la possibilité de former le prochain gouvernement, nous exigeons, premièrement, qu'il ne passe aucune alliance avec un quelconque parti bourgeois et qu'il refuse tout soutien à un gouvernement bourgeois minoritaire ; deuxièmement, qu'il accepte le soutien des Verts, ce qui voulait dire que Hans Vogel (candidat-chancelier du SPD) accepte d'être élu chancelier avec les voix des députés verts contre le candidat de droite.

Sur cette question, on trouve à nouveau deux positions au sein des Verts. Certains disent : « *Nous ne le ferons que si Hans Vogel est prêt à répondre à nos conditions.* » D'autres, et je suis d'accord avec eux, pensent que cette orientation revient à perpétuer l'illusion que le SPD pourrait vraiment répondre à de telles exigences. Or, il y a déjà une condition à laquelle il ne répondra jamais : quitter l'OTAN.

Ce qui me semble important, au contraire, c'est de mobiliser ceux qui se reconnaissent dans ce parti. C'est ce que nous avons fait avec l'appel dont j'ai déjà parlé, dans lequel nous disions : un tel gouvernement devrait être contre le stationnement des fusées nucléaires de l'OTAN en RFA, il devrait voter une loi pour les 35 heures, il devrait prendre position pour les droits des femmes, pour la socialisation de certaines tâches financées par l'Etat. C'est ce que nous exigeons en tant que syndicalistes. Nous savons pertinemment que ce gouvernement ne pourra répondre à ces exigences et ne le fera pas, mais nous savons aussi que les travailleurs élisent un gouvernement en attendant cela. Nous savons que nous ne convaincrions ni Vogel ni Dohnanyi (le maire de Ham-

bourg). Ce qui nous importe, c'est que les travailleurs se rendent compte par eux-mêmes d'une chose : qui est pour eux et qui est contre eux. C'est la seule chance qu'il y a de les détourner du SPD.

Un point encore plus important est de se lier, dès à présent, avec les forces qui sont prêtes à partir en grève ou à descendre dans la rue. Il y a l'exemple de la sidérurgie. La crise de la sidérurgie a atteint une telle ampleur que des dizaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue et que les délégués du trust Hoesch ont exigé la nationalisation de leur entreprise (2). Ces travailleurs ne sont pas restés seuls, les nouvelles ont circulé et ils ont été rejoints par des délégués d'autres entreprises qui ont exigé non seulement la nationalisation, mais la nationalisation avec garantie d'emploi. Si l'on part du principe, comme certains chez les Verts, qu'on peut mettre en place l'autogestion de manière immédiate dans les entreprises, alors il faut se poser une question : que signifie l'autogestion de la sidérurgie, lorsque celle-ci est en pleine crise ? Un tel projet serait voué à l'échec. De plus, si on affirme simultanément, comme les Verts dans leur programme, qu'il faut absolument décentraliser les entreprises, alors le problème devient insoluble. (...)

Thomas affirme qu'il est pour la socialisation des moyens de production, à condition de créer une alternative économique. Moi, je demande quelle doit être cette société alternative. Si cette question n'est pas clarifiée au départ, alors la logique du patronat restera déterminante. C'est en fait le problème des revendications transitoires. Si la classe ouvrière reprend ces revendications, comme celle de la nationalisation de la sidérurgie par exemple, alors ses luttes et ses mobilisations rentreront objectivement en conflit avec la logique du capital et des capitalistes. (...)

Après le changement de gouvernement à Bonn en automne 1982, une discussion a eu lieu au sein de la gauche à propos d'une alliance large des Verts, des Alternatifs et d'autres groupes socialistes, alliance en faveur de laquelle s'étaient prononcés le GIM (section allemande de la IVe Internationale) et les Socialistes démocratiques (DS). Interpellé à ce sujet, Thomas Ebermann a répondu ceci :

Thomas EBERMANN : Je ne comprends pas, après tout ce que vient de dire Jakob Moneta, comment une autre politique d'alliance des Verts, par exemple avec les Socialistes démocratiques (3), rendrait superflu l'appel au vote pour le SPD. Maintenant, les Verts se trouvent critiqués de deux points de vues différents. D'un côté, nous faisons erreur parce que nous n'avons pas appelé à voter SPD, de l'autre, parce que nous avons refusé une alliance avec, par exemple, les Socialistes démocratiques. En prenant en compte ces deux arguments, j'en arrive finalement à la conclusion suivante : si le GIM, peut-être avec les Socialistes démocratiques avait été partie prenante d'une alliance électorale avec les Verts, alors, là, appe-

ler à voter pour le SPD aurait été une erreur. Il aurait fallu soutenir cette alliance électorale. Comme l'alliance électorale s'est faite sans les Socialistes démocratiques et sans le GIM, alors on nous fournit une analyse très approfondie de pourquoi, à la lumière des rapports de forces entre les classes et du niveau de conscience de classe en général, il faut, cette fois-ci, appeler à voter SPD. C'est là une contradiction qui montre que, chez vous aussi, il y a des intérêts de boutique qui pèsent dans les décisions. (...) Pour faire, moi aussi, référence aux classiques, et à Lénine en l'occurrence, je caractériserai cela de « *politique suiviste* ».

Pour déterminer une politique socialiste ou écologique progressiste, on ne peut pas seulement s'appuyer sur la conscience des travailleurs. Il faut aussi prendre comme critère le fait de savoir si un groupe est prêt à rompre avec l'Etat bourgeois et avec les partis liés par l'idéologie bourgeoise.

Jakob MONETA : Si une alliance électorale avait été constituée, cela n'aurait pas voulu dire que nous serions entrés dans le parti des Verts. Cela aurait voulu dire que nous aurions présenté au vote un programme sur toute une série de points qui auraient recueilli notre commun accord. (...) Il est juste de dire que si un programme contenant les sept ou huit points que nous avons défendus comme étant essentiels avait été élaboré, alors il aurait fallu le défendre ensemble et appeler toute la gauche à se prononcer en sa faveur. (...)

Cela ne s'est pas produit et alors il fallait tout simplement se décider. Soit se prononcer pour le vote en faveur d'une organisation tout à fait fluctuante, dont on ne sait pas ce qu'elle fera demain avec tous ses courants différents, soit aller vers la classe ouvrière et lui dire : ce n'est pas une erreur de voter SPD aujourd'hui ; vous croyez que le SPD nationalisera les entreprises, nous pas, mais si vous le croyez, alors portez ce parti au gouvernement, et vous ferez vous-mêmes l'expérience. C'était là les deux choix possibles, et nous avons choisi. (...)

Propos recueillis pour *Inprecor*,
Zürich, 16 mars 1983.

2. Voir le dossier sur le mouvement syndical ouest-allemand face à la crise économique dans *Inprecor*, numéro 147, 11 avril 1983.

3. C'est en mars 1982 que la discussion publique sur la formation d'un nouveau parti à gauche du SPD a été menée lors d'une rencontre à laquelle participèrent 1 200 personnes (voir *Inprecor* numéro 125, 3 mai 1982) dont nos camarades du GIM. Les Socialistes démocratiques (DS) se sont constitués à l'initiative de personnalités exclues du SPD, dont Manfred Coppik, exclu de la fraction parlementaire du SPD pour s'être opposé à la politique nucléaire du chancelier Schmidt. Ce projet a drainé un courant de sociaux-démocrates qui ont rompu sur la gauche du parti SPD ces dernières années, un petit courant de militants syndicaux, et une partie du courant écologiste consciente des limites de la politique des Verts.

ABONNEZ-VOUS
A "INPRECOR"

Les élections générales du 9 juin, un enjeu important pour le mouvement ouvrier

LES élections législatives générales qui vont avoir lieu en Grande-Bretagne, le 9 juin 1983, sont celles qui revêtiront la plus grande importance pour le mouvement ouvrier britannique depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les quatre années de gouvernement conservateur (*tory*) qui viennent de s'écouler ont vu la classe ouvrière sur la défensive. Le chômage a grimpé en flèche, touchant maintenant 4 millions de personnes.

Un renouvellement du mandat des conservateurs entraînerait une intensification des attaques portées contre le mouvement ouvrier. En même temps, ces élections générales seront les premières à se tenir depuis que le Parti social-démocrate (SDP) a scissionné du Parti travailliste (Labour Party). Allié

Phil HEARSE

Depuis le milieu des années 1970, le jeu politique a été, en Grande-Bretagne, complètement redistribué autour des phénomènes symétriques que représentent le « thatchérisme » dans le Parti conservateur et le « bennisme » (du nom du leader de l'aile gauche, Tony Benn) dans le Parti travailliste.

L'élection de Margaret Thatcher comme « leader » du Parti conservateur a marqué un formidable coup de barre à droite. Elle a été la preuve d'un début de rupture du consensus établi après-guerre dans la politique bourgeoise en Grande-Bretagne. Confrontés à ce qui apparaissait comme un déclin économique inexorable, les conservateurs ont abandonné leur politique traditionnelle de capitalisme du « bien-être social » et sont engagés dans un plan global et cohérent d'attaques contre la classe ouvrière. Et Thatcher a appliqué cette orientation sans aucune pitié depuis qu'elle est arrivée au gouvernement en 1979.

LE « THATCHÉRISME » ET LA RECOMPOSITION DU CHAMP POLITIQUE BRITANNIQUE

Les éléments principaux du programme conservateur sont les suivants :

- abandon du recours aux techniques économiques keynésiennes au profit d'un libéralisme économique exacerbé, de façon à introduire une rationalisation de l'industrie britannique qui la rende « mieux adaptée, mais plus maigre » ;

- accroissement massif de l'armée de réserve des chômeurs pour affaiblir définitivement le mouvement syndical ;

- renforcement de l'appareil de répression de l'Etat, en augmentant les pouvoirs de la police et des tribunaux ;

- réduction des dépenses publiques par un assaut forcené contre « l'Etat-provi-

dence », c'est-à-dire notamment au travers de la réduction des allocations-chômage, du démantèlement du Service de santé publique et de la suppression des autres allocations sociales ;

- introduction d'une législation anti-syndicale pour mettre fin au *closed-shop* (embauche par l'intermédiaire du syndicat), qui revenait à une syndicalisation quasi-obligatoire ; institution du vote à bulletin secret pour les décisions concernant les orientations du syndicat et les grèves.

Cette série de mesures compose un projet d'ensemble destiné à renverser les rapports de forces entre les classes. Il est cimenté par une puissante offensive idéologique en faveur des vertus du « travail durement accompli », de la famille, de l'effort individuel, qu'on oppose à « l'Etat-providence ».

En réponse à cette offensive de la droite, un fort courant social-démocrate de gauche, regroupé autour de Tony Benn, est apparu au sein du Parti travailliste.

Après quatre ans de pouvoir, Thatcher a obtenu des succès importants dans la mise en œuvre de son projet. Avec l'essor du chômage, qui atteint les quatre millions de personnes, la force numérique du mouvement syndical affilié au Congrès des syndicats (Trades Union Congress, TUC), confédération largement majoritaire, est tombée de 12 millions et demi à un peu plus de 10 millions de syndiqués.

La peur du chômage a créé une nouvelle mentalité dans le mouvement ouvrier. La vague de licenciements massifs, en particulier dans la sidérurgie et dans l'automobile, n'a rencontré qu'une faible résistance, les luttes ouvrières ont décliné de façon notable, et les conservateurs ont pu aller de l'avant pour mettre en œuvre leurs plans de reprivatisation d'importants secteurs de l'industrie nationalisée. Cependant, le « thatchérisme » ne

aux libéraux dans une coalition qu'on appelle parfois l'Alliance, le SDP a toujours obtenu plus de 20 % des votes lors des élections régionales ou locales où il s'est présenté.

Le maintien de l'alliance SDP-libéraux est un des enjeux de ces élections, ce qui ferait ainsi du système tripartite un trait semi-permanent de la politique britannique. Les autres enjeux sont constitués par la marge de manœuvre dont disposera éventuellement Margaret Thatcher pour poursuivre sa politique visant à porter un coup historique à la classe ouvrière, et par le résultat du Parti travailliste, qui déterminera la possibilité de faire apparaître l'idée d'un gouvernement du seul Parti travailliste comme une perspective réaliste pour la décennie à venir. Rien de tout cela n'est encore joué.

peut être considéré comme une réussite sur le plan économique. Les mesures déflationnistes drastiques qui ont été prises ont fait disparaître 40 % de l'industrie manufacturière britannique. Si la productivité semble avoir quelquel peu crû en 1982, c'est un phénomène purement statistique dû au grand nombre de faillites qui ont touché les entreprises les moins compétitives. Les principaux bénéficiaires de cette politique ont été les banques et les entreprises liées au secteur du pétrole et ayant investi à l'étranger. L'industrie nationale a été écrasée. En 1982, 3 % seulement de la totalité des investissements ont bénéficié à l'industrie nationale.

Face à ce bilan, il était nécessaire de renouveler et d'approfondir les attaques contre la classe ouvrière. Tandis que le chômage atteignait des sommets et que le niveau de vie des chômeurs connaissait une baisse de 20 % en trois ans, le niveau de vie des travailleurs qui conservent un emploi s'est à peu près maintenu. Thatcher a réussi à exploiter ce fossé entre les chômeurs et les autres. Mais pour restaurer les profits de l'industrie britannique, des coups bien plus forts devront être portés contre le niveau de vie de la classe ouvrière. C'est précisément ce que Thatcher se propose de faire au cours d'un second mandat gouvernemental.

Margaret Thatcher a également remporté quelques victoires remarquables sur le plan politique. D'abord et avant tout, elle a réussi à transformer la guerre des Malouines, qui pouvait tourner en véritable désastre, en une victoire militaire et politique écrasante. L'abjecte complaisance du dirigeant du Parti travailliste, Michael Foot, envers la guerre menée par Thatcher, a assuré à cette dernière une quasi « unité nationale ». Après la guerre, la popularité des conservateurs a considérablement augmenté. Avec sa campagne menée sous le slogan « soyons résolus »,

Thatcher s'est acquise une « auréole » de dirigeante ferme et déterminée. Depuis, les sondages d'opinion indiquent que les conservateurs maintiennent une avance décisive.

LE VERDICT DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le 7 mai de cette année des élections ont eu lieu dans toutes les municipalités, sauf à Londres et en Ecosse. Le résultat obtenu par les conservateurs les a confortés dans leur volonté de convoquer des élections en juin. Ils ont en effet obtenu 40,5 % des voix, contre 35 % au parti travailliste, et 23 % à l'alliance SDP-libéraux. Un calcul sur ordinateur, sur la base de ces derniers résultats donne un nouveau Parlement dans lequel les conservateurs disposeraient de 357 sièges, le parti travailliste de 253, et l'alliance SDP-libéraux de 19, les 21 sièges restants allant aux autres partis. Ceci en vertu du mode de scrutin qui existe en Grande-Bretagne, le scrutin uninominal à un seul tour, suivant le-

quel le parti qui a le plus grand nombre de voix au premier tour obtient le siège, même s'il n'a pas la majorité absolue.

Les résultats de ces municipales ont donc déterminé Thatcher à convoquer des élections un an avant la date d'expiration de son mandat : le fossé entre les conservateurs et les travaillistes est en train de se rétrécir, et il n'y a aucune perspective d'amélioration de l'économie. En octobre 1983, date prévue initialement pour les élections législatives, le chômage recommencera à grimper, ainsi que l'inflation. Le soutien croissant obtenu par le parti travailliste semble lui être principalement accordé aux dépens de l'alliance SDP-libéraux. Etant donné le mode de scrutin, le SDP court le danger d'être écrasé dans les élections générales. En effet, un parti ou une coalition électorale qui n'obtient qu'une moyenne de 23 % des votes dans une consultation électorale en Grande-Bretagne se retrouve finalement avec très peu de sièges au Parlement, surtout si son électorat est très dispersé à travers le pays.

Par contre, dès que ce nombre de voix atteint les 27 à 28 %, c'est 100 sièges ou plus qui peuvent être gagnés lors d'une élection triangulaire. La crainte principale des dirigeants du parti conservateur est donc que l'alliance SDP-libéraux obtienne un nombre substantiel de sièges, empêchant ainsi la constitution d'une majorité absolue des conservateurs au Parlement. Le prix à payer alors pour former un gouvernement de coalition serait d'accéder à la revendication de l'alliance SDP-libéraux d'une réforme de la loi électorale. Au vu du résultat des municipales, cette possibilité semble toutefois moins probable.

Les élections municipales ont confirmé la division géographique de la carte politique britannique. Les régions du nord du pays, durement frappées par le chômage, ont massivement voté pour le parti travailliste. La victoire la plus spectaculaire de ce parti a eu lieu à Liverpool, ville du nord-ouest, où le chômage atteint près de 18 % de la population active. Mais dans le sud et le sud-est, plus prospères, les conservateurs maintiennent une majorité confortable. Dans le sud du pays et à Londres, le déclin de l'alliance SDP-libéraux a fourni à l'hégémonie des conservateurs une plus grande marge de sécurité.

Les élections en Irlande du Nord

Les résultats des élections au Parlement central (Chambre des communes) de Westminster (Londres) en Irlande du Nord, seront extrêmement significatifs, bien que les partis et les problèmes soient différents de ceux de la Grande-Bretagne.

Il est possible qu'une lutte ait lieu au sein même de chacune des communautés, protestante et catholique. Chez les protestants, celle-ci opposera le Parti démocratique unioniste (DUP) du pasteur Ian Paisley au Parti unioniste officiel (OUP). Le premier est prêt à travailler au sein de la nouvelle Assemblée mise en place au mois d'octobre 1982 dans le pays et à la transformer en un nouveau Stormont (voir *Inprecor*, numéro 135, 8 novembre 1982). Les seconds y sont opposés. Mais, pour le moment, des négociations ont lieu dans le but de parvenir à une sorte de pacte de non-agression pour éviter la division de l'électorat unioniste.

Au sein de la communauté nationaliste catholique, l'attention va être polarisée par la lutte entre le Parti travailliste social-démocrate (SDLP), parti bourgeois sans rapport avec le Parti travailliste britannique, et le Sinn Fein, parti nationaliste républicain, qui se présente dans 14 des 17 circonscriptions. Celui-ci s'est engagé à ne pas occuper ses sièges éventuels au Parlement britannique de Westminster, où tous les députés sont tenus de prêter un serment de loyauté à la reine.

Le Sinn Fein n'a pas participé à une élection générale à la Chambre des communes depuis les années 1950. Depuis cette époque, le SDLP s'est présenté comme la voix authentique de la population nationaliste. Cette prétention s'est trouvée mise à mal lorsque Bobby Sands, prisonnier républicain en grève de la faim contre les Bloc-H, fut élu au Parlement en avril 1981. Ceux qui déclarèrent qu'il ne s'agissait que d'un « vote de sympathie » pour un homme en train de mourir se trompaient. La preuve en est qu'Owen Carron, qui avait organisé la campagne pour Bobby Sands, a été élu et l'a remplacé après son décès, et que cinq membres du Sinn Fein ont été élus à la nouvelle Assemblée d'Irlande du Nord en octobre 1982.

Le Sinn Fein a récupéré les voix d'une grande partie de la population nationaliste qui s'abstenait lorsqu'elle n'avait pour seul choix que le SDLP pour la représenter. Un succès du Sinn Fein dans ces élections — et Gerry Adams, le principal porte-parole de la gauche qui émerge dans le Sinn Fein sera presque certainement élu à Belfast-Ouest — montrera si ce parti est capable d'aller de l'avant. Cela enfonce encore davantage le clou dans le cercueil du SDLP, qui n'a pas soutenu les grandes mobilisations de la population nationaliste, en particulier celle qui s'est développée pour soutenir les grévistes de la faim du Bloc-H.

Le gouvernement britannique qui sera issu des prochaines élections regardera ces résultats avec intérêt et inquiétude. Un vote important en faveur du Sinn Fein représenterait en effet un accroissement de l'opposition à la présence britannique et de la détermination à les chasser du pays. ■

LA GAUCHE RECULE DANS LE LABOUR

Au sein du mouvement ouvrier, la riposte au défi lancé par Thatcher a été faible. Utilisant la menace du chômage, les dirigeants syndicaux droitiers ont saboté les luttes les unes après les autres. La bureaucratie droitiste du parti travailliste a joué un rôle clé dans la lutte pour faire reculer l'aile gauche dans le parti. Le courant social-démocrate de gauche de Tony Benn a connu son apogée dans la période 1980-1981, durant laquelle il a remporté un grand nombre de victoires importantes dans les congrès du parti.

Certaines de ces victoires portaient sur des points politiques fondamentaux, tels le désarmement nucléaire unilatéral et la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, ainsi que sur une série de réformes de fonctionnement, introduisant notamment un mode d'élection plus démocratique pour le leader (chef du groupe parlementaire) du parti et pour la désignation des candidats.

La première conséquence de l'émergence du courant regroupé autour de Tony Benn fut la scission de 1981 d'une partie du groupe parlementaire travailliste, qui fonda le Parti social-démocrate, sous la direction de la « Bande des Quatre » (Roy Jenkins, David Owen, Shirley Williams et William Rogers). Ces politiciens bourgeois estimaient qu'un parti travailliste menant la politique « benniste » serait inacceptable comme parti de gouvernement pour la bourgeoisie. Leur scission a précipité une contre-offensive massive de la droite travailliste.

Le point de rupture dans la lutte interne au sein du parti travailliste se produisit lors du congrès de 1981, avec la défaite de Tony Benn qui s'opposait au chef de l'aile droite, Dennis Healey, pour

la place de dirigeant du groupe parlementaire travailliste. A partir de là, l'aile droite a poursuivi une tactique de récupération de certaines revendications politiques de la gauche, tout en lançant une chasse aux sorcières contre la tendance d'extrême-gauche du *Militant*, et en appelant à l'« unité » du parti pour mener la campagne des prochaines élections. Le véritable objectif de cet appel à l'unité était évidemment destiné à faire reculer la gauche. Mais la tactique s'était montrée efficace. La direction parlementaire de la gauche a répondu en soulignant sa loyauté au leader actuel Michael Foot. Tony Benn, craignant d'être accusé par la droite d'être responsable de la défaite du parti travailliste aux élections, a tout fait pour que la direction du parti n'ait plus à le critiquer.

ces questions sont explicitées dans leur « Programme de campagne » intitulé : « *Un nouvel espoir pour la Grande-Bretagne.* » La réponse travailliste au chômage est une réponse keynésienne classique : il s'agit de lutter pour une relance de l'économie sur la base de prêts octroyés par le gouvernement. Cela ouvre largement la voie aux accusations de Thatcher, qui explique qu'une inflation massive serait le prix à payer pour un gouvernement travailliste. En ce qui concerne le désarmement, le programme du parti travailliste promet de mettre un terme au déploiement des missiles de croisière et du programme Trident, et d'entamer un processus de désarmement nucléaire complet, qui devrait être achevé en cinq ans. Cette dernière promesse s'entoure de conditions sur le « désarmement mutuel » qui sont

principal de la campagne électorale est la journée d'action des femmes pour le désarmement, organisée le 24 mai sous la responsabilité du parti travailliste et du Congrès des syndicats (TUC). S'inspirant des actions de protestation des femmes devant la base de missiles Cruise de Greenham Common, elle doit impliquer des dizaines de milliers de femmes syndicalistes qui se mobiliseront sous diverses formes. Il s'agit-là de la première action syndicale d'ampleur contre les armes nucléaires.

La période de la campagne pour les élections générales va aussi coïncider avec la marche pour l'emploi (« *People's March for Jobs* »), qui se déroulera de l'Ecosse jusqu'à Londres. Initialement rejetée par le TUC et le parti travailliste qui la considéraient comme une « diversion » par rapport aux élections, cette marche cherchera à égaler le succès des « marches de la faim » des années 1930. Elle culminera le 5 juin, juste quatre jours avant les élections, par une manifestation à Londres, pour laquelle 250 000 personnes sont attendues.



Michael Foot à la tribune du congrès travailliste de janvier 1981. (DR)

La stratégie de Benn visant à « *apaiser les esprits* » jusqu'après les élections s'avère particulièrement désastreuse face aux manœuvres politiques de la droite travailliste. Devant une arithmétique électorale qui rend une franche victoire travailliste très peu vraisemblable, la droite du parti évoque de plus en plus la possibilité de former une coalition avec l'alliance SDP-libéraux comme seul espoir de former un gouvernement anti-conservateur. Terry Duffy, dirigeant du syndicat des mécaniciens, a clairement énoncé le coût politique d'un tel tournant : il a demandé que le parti cesse de se prononcer en faveur du désarmement unilatéral et cesse également de s'opposer à l'appartenance de la Grande-Bretagne au Marché commun. Même si les conservateurs remportent les prochaines législatives avec un gros score, la droite travailliste œuvrera vraisemblablement pour constituer, sous une forme ou sous une autre, un pacte parlementaire avec l'alliance SDP-libéraux.

LES ENJEUX CRUCIAUX DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les enjeux dominants de la campagne électorale seront le chômage et le désarmement. Les positions travaillistes sur

en contradiction avec la politique officielle du parti se prononçant pour le désarmement nucléaire unilatéral. Thatcher, ainsi que le ministre de la Défense, Heseltine, vont faire de la « menace soviétique » et de la nécessité d'une défense solide un élément central de leur campagne.

Le troisième point particulièrement important du programme électoral travailliste concerne la politique des revenus. Les gouvernements travaillistes successifs se sont affrontés au mouvement syndical à propos de leurs politiques des revenus. Le nouveau programme électoral travailliste ne propose pas d'adopter une législation en matière de politique économique mais s'engage à œuvrer à une sorte d'« *accord économique national* » qui dessinerait les lignes générales présidant aux augmentations de salaires, ce qui équivaut en fait à une politique déguisée de contrôle des salaires.

L'annonce des élections, quatre semaines seulement avant leur tenue, signifie que le mouvement de la paix aura les plus grandes difficultés à organiser autour de cette échéance les mobilisations de masse nécessaires. Tout juste deux jours avant l'annonce des élections, le secteur jeune de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) avait mobilisé 50 000 jeunes à Londres. L'événement

BATAILLES TUMULTUEUSES EN PERSPECTIVE

En dépit des points gagnés par les travaillistes dans les sondages d'opinion, la perspective la plus probable reste celle d'une confortable victoire des conservateurs. Mais une telle victoire devra être considérée comme allant à rebours de la tendance historique de l'évolution politique britannique. D'abord, la crise politique prend à la fois la forme d'un déclin du parti conservateur et d'une crise de la social-démocratie britannique. Le parti conservateur a connu son degré maximal de popularité en 1931 lorsqu'il a obtenu 65 % des voix. Le Premier ministre travailliste, Edward Heath, a remporté les élections de 1970 avec 46 % des voix. Cette fois, contre une opposition divisée, Thatcher devrait gagner aisément, avec seulement 40 % des voix.

D'un autre côté, le soutien électoral au parti travailliste a décliné à chaque consultation depuis 1951. Si le parti social-démocrate subit une défaite écrasante à l'issue des prochaines élections, ce sera néanmoins en grande partie la conséquence des absurdités du système électoral britannique. Dans n'importe quel autre pays européen, un parti obtenant plus de 20 % des voix disposerait d'un nombre substantiel de sièges au Parlement. La création du SDP a déjà réussi à rendre pratiquement impossible une victoire travailliste, et elle est un indice de la profondeur de la crise politique et de la polarisation des principaux partis.

Thatcher bénéficie d'un avantage : elle apparaît comme la dirigeante d'un parti uni autour d'un projet cohérent. Le parti travailliste, de son côté, apparaît divisé et imprécis. Son leader, Michael Foot, qui doit sa position à son travail d'équilibriste entre les ailes droite et gauche du parti, semble l'incarnation même d'une politique de faux-fuyant et de compromis.

Mais, par ailleurs, le projet de Thatcher ne peut être aujourd'hui proclamé



Margaret Thatcher. (DR)

comme un succès total dans sa mise en œuvre. En particulier, les victoires politiques conservatrices devront être transformées en succès économiques, ce qui ne peut être réalisé qu'au prix d'assauts encore plus déterminés contre la puissance des syndicats. Récemment, la base syndicale a montré un renouveau de combativité, à travers les six semaines de grève de l'entreprise automobile British Leyland de Cowley, et la résistance victorieuse aux licenciements dans les usines sidérurgiques du Yorkshire du Sud, malgré le rôle de traîtres joué par les dirigeants syndicaux. Il est inconcevable que les acquis essentiels du mouvement ouvrier britannique puissent être repris aux travailleurs sans luttes massives et violentes. Michael Foot a prédit des explosions sociales au cas où Thatcher serait réélue. Elles sont en effet bien près de se réaliser.

En vue des élections, les marxistes qui militent au sein du Parti travailliste ont formé une coalition de gauche nommée « Les socialistes pour la victoire travailliste » (SLV). Celle-ci est malheureusement dénoncée par Tony Benn comme une initiative engendrant la « *diversion et la division* ». SLV se battra, dans la campagne électorale, pour lier les sections locales du Parti travailliste à la protestation des masses travailleuses et pour assurer que les résolutions politiques de gauche prises lors des congrès du parti soient parmi les axes principaux de la campagne électorale (voir encadré).

En mettant en avant le mot d'ordre de « *Gouvernement du parti travailliste pour une politique socialiste* », SLV se battra contre les plans de collaboration de l'aile droite dans les meetings qui se tiendront à travers tout le pays et donnera la preuve que la gauche du parti travailliste est disposée à faire face de façon combative à la situation présente et à venir. ■

Phil HEARSE,
Londres, 20 mai 1983.

Le programme des "Socialistes pour la victoire travailliste"

Le regroupement des Socialistes pour la victoire travailliste (Socialists for a Labour Victory, SLV) pense que les problèmes énumérés ci-dessous, qui ont fait l'objet de résolutions politiques dans des congrès du parti, doivent être au cœur de la campagne électorale du parti travailliste :

1) Engagement sans ambiguïté à lutter pour le désarmement nucléaire unilatéral et le démantèlement de toutes les bases nucléaires en Grande-Bretagne.

2) Politique économique qui retourne à une situation de plein emploi, qui nationalise les 25 entreprises les plus importantes, qui ramène en termes réels les dépenses sociales au niveau de 1977, qui introduise la semaine de 35 heures, qui décide du retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun, qui développe le Service de santé publique et l'instruction pour tous. Programme massif de construction de logements et renationalisation des secteurs privatisés de l'industrie du secteur public avec indemnisation uniquement sur la base d'une nécessité économique dûment prouvée et sans bénéfices.

3) Engagement à augmenter le niveau de vie de la classe ouvrière et à ce qu'il n'y ait pas de politique de contrôle des salaires. Défense des droits syndicaux et suppression immédiate de toute législation antisyndicale mise en place par les conservateurs.

4) Engagement à mener à fond toutes les campagnes pour les options politiques prises par le parti travailliste en faveur des femmes, y compris les mesures préférentielles dans le domaine de l'embauche, des dépenses publiques, de la prise en charge des enfants et de la santé, de même que la législation accordant aux femmes le droit de contrôler leur propre corps.

5) Abolition des décrets racistes sur la nationalité et sur l'immigration, et ferme détermination à combattre jusqu'au bout le racisme et l'inégalité.

6) Accroissement des libertés civiles, obligation pour les policiers d'avoir à rendre compte de leurs actes et abolition de la législation répressive, comme la Loi sur la police.

7) Engagement à œuvrer à l'unité de l'Irlande, abolition de la Loi de prévention du terrorisme, et interdiction des balles en plastique.

8) Politique étrangère socialiste soutenant les mouvements de libération à l'étranger.

Nous nous engageons nous-mêmes à lutter pour un gouvernement travailliste qui mette cette politique réellement en pratique.

Nous ferons campagne pour l'élection d'un gouvernement majoritaire du parti travailliste. Après les élections générales, il ne devrait y avoir aucune coalition formelle avec d'autres partis à la Chambre des communes et aucun accord informel avec d'autres partis susceptibles d'amener le gouvernement travailliste à accepter de limiter son programme afin d'obtenir un soutien au Parlement. Si les travaillistes ne réussissent pas à obtenir la majorité absolue à la Chambre des communes, nous soutiendrons alors la formation d'un gouvernement minoritaire du parti travailliste cherchant à mettre son programme en pratique. Nous demandons et exigeons que le groupe parlementaire travailliste soit responsable devant le parti et applique les décisions du congrès.

SLV pense que la lutte pour une politique socialiste et la chasse aux sorcières contre les socialistes dans le parti sont incompatibles. Nous exigeons la fin immédiate de la chasse aux sorcières dans le parti et une campagne unitaire autour des options politiques socialistes sur lesquelles il y a eu accord.

Si nous voulons nous débarrasser des conservateurs et élire un gouvernement travailliste, la campagne socialiste du parti doit commencer dès maintenant. Nous exigerons et ferons campagne pour que la politique socialiste du parti travailliste soit clairement exposée dans les documents officiels de la campagne et dans son Manifeste, et pour que le parti dans son ensemble se batte pour eux. Nous ferons nous-mêmes campagne sur la base de cette politique. ■

Le recul électoral des sociaux-démocrates

Une défaite qui ne modifie pas fondamentalement les rapports entre les classes

C'EST « la fin d'une époque », voilà comment la plupart des commentateurs ont analysé les élections au Parlement autrichien (Nationalrat) du 24 avril 1983. Après treize années de contrôle total sur le gouvernement, le Parti socialiste autrichien (SPO) a en effet perdu la majorité absolue des suffrages qu'il détenait, et son leader, le chancelier Bruno Kreisky, a démissionné. Il ne fait aucun doute que la défaite électorale du SPO marque un tournant important dans la vie politique autrichienne de l'après-guerre. Mais, contrairement à la victoire remportée par l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) d'Helmut Kohl et de Josef Strauss en Allemagne de l'Ouest, le 6 mars dernier, elle n'est pas l'indice d'un changement important dans les rapports de forces entre les classes sociales.

Avec 47,65 % des voix, le SPO reste, de loin, le plus gros parti sur l'arène électorale. C'est là un score dont les sociaux-démocrates de la plupart des pays d'Europe occidentale n'oseraient même pas rêver. Au-delà des suffrages accordés au SPO, il y a un parti dont le nombre d'adhérents est sans égal dans aucun autre pays (près de 10 % de la population autrichienne est membre du parti) et l'une des plus grosses organisations syndicales du monde capitaliste. La Confédération des syndicats autrichiens (Oesterreichische Gewerkschaftsbund, OGB) compte 1 672 500 membres, soit 60,4 % de tous les salariés du pays. Elle est pratiquement sous le contrôle total du SPO.

Rainer BAUBOECK

Les pertes subies par le SPO constituent une condamnation claire de la politique menée ces dernières années par le gouvernement Kreisky. Sur les problèmes soulevés en particulier par les regroupements des « Verts » et la « Liste alternative », tels que l'environnement, l'armement, le militarisme, les privilèges et les inégalités sociales, la position du SPO a été d'une totale hypocrisie. D'un côté, la direction du SPO accordait à ceux qui étaient particulièrement concernés par ces questions une certaine place dans le parti, de façon à attirer dans son orbite ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux. De l'autre côté, la politique suivie dans la réalité par les cercles dirigeants était en flagrante contradiction avec eux sur ces problèmes.

Au cours même de la campagne électorale, Kreisky s'est de nouveau déclaré en faveur de la remise en activité la plus rapide possible du seul réacteur nucléaire du pays, et ce, malgré le résultat du référendum de 1978 sur l'énergie nucléaire. Le ministre des Finances, Herbert Salcher, a proposé, quatre mois avant les élections, d'accroître les effectifs de l'armée autrichienne, sous prétexte qu'il fallait combattre le chômage des jeunes qui commençait à s'étendre. L'été dernier, une discussion a été entamée dans le SPO sur

la nécessité, vu la crise économique, de mener une politique de distribution des revenus qui favorise les plus bas revenus, par le biais d'un système fiscal approprié. Ce débat s'est terminé sur la vague promesse que certains avantages fiscaux dont bénéficient les hommes politiques seraient supprimés.

Au cours de la première moitié des années 1970, Bruno Kreisky avait été à même d'attirer de nouvelles couches d'électeurs, y compris dans l'électorat bourgeois, par une série de réformes modestes qui ont quelque peu libéralisé la société autrichienne. L'avortement, par exemple, fut légalisé pour les trois premiers mois de grossesse, et il y a eu une réforme du Code pénal. Mais, pendant les quatre ans qui ont précédé les dernières élections, le SPO n'a pratiquement proposé aucune réforme comparable à celles qu'il avait mises en œuvre au début des années 1970. Bien plus, à l'instar de l'OVP qui l'avait précédé au pouvoir, il s'est trouvé impliqué dans de grands scandales où se mêlent trafics financiers et corruption. Cela explique pourquoi le petit Parti libéral d'Autriche (FPO), dont le président Norbert Steger a réussi à atténuer l'image de groupe nationaliste germanique composé d'ex-nazis, a été à même de prendre des voix au SPO en faisant campagne contre la corruption.

Cependant, le SPO a perdu 3,38 % par rapport aux dernières élections, qui ont eu lieu en juin 1979. Un examen plus précis montre qu'un petit nombre seulement des voix perdues sont allées au seul véritable gagnant de ces élections, le Parti populiste autrichien (Oesterreichische Volkspartei, OVP), une formation bourgeoise conservatrice. En treize ans, ce parti, qui est le plus important des partis bourgeois, n'a pas été capable de percer dans les secteurs de la population qui votent traditionnellement pour le SPO. Cela montre clairement qu'on ne peut pas parler d'un véritable glissement à droite de l'électorat autrichien.

Le SPO a surtout perdu des voix parmi les jeunes de moins de trente ans, dont beaucoup ont voté pour les nouveaux partis écologistes, comme les Verts unifiés d'Autriche (Vereinigte Grüne Oesterreichs, VGO) et la Liste autrichienne alternative (ALO) qui, recueillant respectivement 1,93 % et 1,36 % des suffrages ne parviennent pas à entrer au Parlement.

Ensuite, un certain nombre de votes bourgeois libéraux, accordés auparavant plus à Kreisky lui-même qu'au SPO, sont allés, cette fois, vers le second parti bourgeois, le Parti libéral d'Autriche (Freiheitliche Partei Oesterreichs, FPO).

Enfin, un grand nombre d'électeurs ont voté blanc ou se sont abstenus. Il s'agit surtout d'électeurs de la base du SPO provenant des secteurs clés du prolétariat industriel.

Cette fois, Kreisky a mené la plus conservatrice de toutes ses campagnes. « *Tenons-nous en aux acquis déjà obtenus* », tel en était le thème principal. Mais, à l'évidence, cela n'était déjà plus crédible pour un grand nombre d'électeurs ouvriers du SPO.

L'année dernière, l'irruption de la crise économique capitaliste mondiale en Autriche a fait grimper le chômage jusqu'à 4,5 % de la population active. Ce pourcentage paraît relativement bas en comparaison d'autres pays, mais même le SPO admet qu'il va encore augmenter au cours des années à venir. Les méthodes employées par le gouvernement, et qui avaient permis de promouvoir, jusqu'à un certain point, le plein emploi, ont largement épuisé leurs ressources. Le prétendu austro-keynésianisme, qui consiste à influencer sur les types d'investissements par la politique de dépenses publiques et en utilisant le poids du vaste secteur industriel et bancaire nationalisé, a atteint ses limites. On en est arrivé à un point où le service national de la dette limite les capacités d'investissement public de l'Etat.

LES FAIBLES GAINS DE LA BOURGEOISIE

Le parti populiste autrichien (OVP) est le seul parti représenté au Parlement qui ait gagné des voix et des sièges. Il a

obtenu, cette fois, 43,22 % des votes, soit un gain de 1,32 % par rapport à 1979. Il s'agit-là, somme toute, d'un gain très modeste et bien inférieur aux pertes du SPO. Il a cependant été salué par son président, Alois Mock, et par la presse bourgeoise, comme une grande victoire. En fait, c'est la première fois depuis 1966 que l'OVP s'est renforcée par rapport au SPO.

L'OVP a emprunté les thèmes centraux de sa campagne à son organisation-sœur d'Allemagne de l'Ouest, la CDU (chrétiens démocrates). Il a appelé à la réduction des dépenses de l'Etat (« *Cessez de gaspiller l'argent des contribuables* ») et a convié les électeurs à le « *rejoindre pour enclencher une reprise économique* », bien qu'aucune perspective de ce genre n'existe en Autriche. Malgré le parallélisme avec les politiques bourgeoises d'austérité d'autres pays d'Europe occidentale, il existe une différence importante. L'OVP sait qu'il ne peut pas, à lui seul, mener à bien un tel programme en s'opposant aux sociaux-démocrates et aux syndicats. Il y a deux raisons à cela. L'une est la force organisationnelle du mouvement ouvrier autrichien. L'autre est le manque d'une importante base capitaliste pour les partis bourgeois. Les centres industriels et financiers étant dirigés par l'Etat, la base sociale de l'OVP et du FPO est principalement constituée par ce qu'il est convenu d'appeler les classes moyennes (industriels moyens, petits commerçants, paysans).

Depuis 1945, la bourgeoisie autrichienne a mis en œuvre, avec succès, une politique de collaboration de classes institutionnelle avec les syndicats. Ainsi, à travers la négociation, elle a pu préserver

ses intérêts et, dans la mesure du possible, elle a réussi à éviter les conflits sociaux. Ce système des « partenaires sociaux » pouvait s'appuyer sur la politique bourgeoise du SPO et sur les directions syndicales. Le succès d'Alois Mock dans ces élections est d'avoir réussi à unifier la bourgeoisie autour de l'objectif d'une « Grande coalition » entre l'OVP et le SPO, qui verrait ainsi le système des « partenaires sociaux » fonctionner au sein même du gouvernement.

En 1979, le SPO avait réussi à défaire partiellement l'OVP sur la base d'une campagne réussie contre la menace d'un « bloc bourgeois ». Cette fois, l'OVP a présenté une alternative gouvernementale plus modeste mais plus crédible. Il a donc été capable de regagner des électeurs du FPO et d'empêcher le parti bourgeois écologiste (VGO) de creuser une brèche dans son électorat.

UNE COALITION GROSSE DE NOUVELLES DÉFAITES

Les négociations entre le SPO, l'OVP et le FPO sur la formation d'un nouveau gouvernement ne sont pas encore arrivées à leur terme. Dans le SPO, et surtout dans son aile syndicale, un fort courant se dessine en faveur d'une « Grande coalition ».

Cependant, il paraît vraisemblable que les sociaux-démocrates vont frustrer l'OVP de sa demi-victoire et former un gouvernement de « petite coalition » avec le FPO (1). Kreisky lui-même et le cœur de l'appareil du parti se prononcent ouvertement en faveur de cette solution. Ils espèrent, par là, maintenir au mieux

les positions du SPO dans l'appareil d'Etat et assurer une continuité plus grande avec la politique suivie au cours des dernières décennies. Le destin du gouvernement d'Helmut Schmidt en Allemagne de l'Ouest a cependant clairement montré à quel point un partenaire bourgeois — même petit — peut, dans une coalition gouvernementale, menacer d'altérer le rôle d'un parti social-démocrate en période de crise.

Le style de coalition gouvernementale que le SPO veut mettre sur pied aggraverait inévitablement les causes de ses pertes électorales au cours des quatre prochaines années. L'héritage de Kreisky, qui a conduit le SPO à participer à un gouvernement bourgeois, se révélera être un cadeau empoisonné. Cela créera les conditions qui donneront à l'OVP une chance réelle de devenir le parti le plus fort du pays lors des élections de 1987.

Un certain nombre de débats, qui ont eu lieu à la base du parti, montrent que la compréhension de ce problème commence à se faire jour. Une proposition est souvent avancée : le parti socialiste devrait entrer dans l'opposition et donner un nouveau souffle à sa vie interne. Mais bien qu'un tel changement de ligne soit susceptible d'endiguer, pendant un certain temps, la progression des listes « Verts » et « Alternative », qui constituent un courant à la gauche du SPO, nous ne partageons pas les illusions des camarades du SPO qui croient que la direction de leur parti serait capable de changer réellement le cours de sa politique.

Si le SPO entrait dans l'opposition, il n'abandonnerait pas pour autant sa politique des « partenaires sociaux », qui a permis à la bourgeoisie autrichienne de connaître le nombre de grèves le plus bas de tous les Etats capitalistes industrialisés.

Ainsi, quelle que soit la formule gouvernementale adoptée, la renaissance de la lutte des classes connaîtra des conditions beaucoup plus difficiles que si le SPO avait obtenu une majorité absolue.

Le Groupe marxiste révolutionnaire (Gruppe Marxisten Revolutionäre, GRM), section autrichienne de la IVe Internationale, a fait campagne pour un gouvernement du seul SPO. Du fait même de sa base sociale, un tel gouvernement disposerait de moins de marges de manœuvres que toute autre coalition pour porter des attaques contre les acquis matériels de la classe ouvrière. De plus, la direction du SPO prendrait ainsi une claire responsabilité dans la politique gouvernementale, ce qui favoriserait des différenciations au sein du mouvement ouvrier autrichien.

Bien que la liste « verte » du VGO et la liste « alternative » du ALO aient ob-

Le leader social démocrate autrichien, Bruno Kreisky. (DR)



1. Le 17 mai en effet, Fred Sinowatz, nouveau chancelier, était chargé par le président de la République de former un gouvernement de coalition socialo-libérale. Les libéraux, qui ne représentent que 4,9 % du corps électoral, obtiennent trois des quinze ministères. Bien qu'elle ait été approuvée à l'issue d'un débat difficile par les délégués du SPO réunis au congrès, à Vienne, cette « petite coalition » reste très controversée au sein du parti.

tenu des scores moins importants que prévu, respectivement 1,93% et 1,36% des voix, et n'aient pas réussi à faire leur entrée au Parlement, ces regroupements représentent un nouveau facteur dans la politique autrichienne, qui peut devenir plus important dans les prochaines années, sous un gouvernement de coalition. Cependant, le parti bourgeois des « Verts unifiés d'Autriche » (VGO) n'a pas grand avenir, car il n'est qu'un parti de pure protestation, sans aucune base sociale indépendante. Son président, le professeur de géologie Alexander Tollman, s'est retiré dès qu'il est devenu clair qu'il n'obtiendrait pas de siège au Parlement.

La Liste autrichienne alternative (ALO) peut être comparée, à bien des égards, avec le parti des « Verts » en Allemagne de l'Ouest. A son instar, l'ALO se fonde sur le mouvement de protestation contre la destruction de l'environnement, l'oppression des femmes, la discrimination à l'encontre des minorités, contre le militarisme. Cependant, de tels mouvements sont plus faibles en Autriche que dans d'autres pays européens.

Les programmes d'énergie nucléaire et le stationnement de nouveaux missiles de l'OTAN, qui ont été un facteur de polarisation sociale en Allemagne de l'Ouest et ont rendu possible le succès des « Verts », n'ont pas la même importance en Autriche. Les faiblesses de l'idéologie des « Verts » ressortent donc en Autriche avec une acuité particulière. Les principes de l'ALO, avec son « *souci de l'environnement, d'enracinement de la démocratie, de solidarité et de non-violence* », ne sont pas suffisants pour fournir une réorientation crédible pour le mouvement ouvrier dans le contexte de la crise capitaliste. L'ALO a refusé, jusqu'ici, de faire la moindre distinction entre le SPO et les partis bourgeois. Et elle a été incapable

d'établir la moindre liaison avec les groupes embryonnaires de gauche dans les syndicats.

On peut s'attendre à ce que le résultat des élections vienne renforcer l'aile droite de l'ALO, qui appelle à la fusion avec le VGO. Cette aile droite pense ainsi avoir de meilleures chances d'obtenir des sièges au Parlement lors des prochaines élections. Cependant, une politique révolutionnaire devra prendre en compte les « Alternatifs » aussi longtemps que de nombreux jeunes les considéreront comme une expression de leur rébellion contre le système social capitaliste.

Le GRM considère donc comme l'une de ses tâches principales d'aider au développement de courants de gauche. C'est pourquoi nous avons travaillé pendant un certain temps dans la Liste alternative de la ville de Vienne, où de tels courants de gauche s'étaient clairement démarqués. Lors des élections pour le Conseil municipal de Vienne, qui ont eu lieu également le 24 avril dernier, nous avons appelé à voter pour la liste « Vienne alternative ». Celle-ci a obtenu 2,5% des voix, ce qui représente un succès significatif.

LE SPO A FINI DE MANGER SON PAIN BLANC

La légende qui s'est forgée autour de Bruno Kreisky au cours des treize dernières années demeure encore aujourd'hui, mais ce n'est pas tant son rôle personnel qui a marqué cette période, où l'Autriche a bénéficié d'une situation bien particulière au sein du monde capitaliste. Celle-ci est plutôt à mettre au crédit d'un certain nombre de circonstances exceptionnelles, à savoir : une position favorable de l'Autriche par rapport à l'économie capitaliste mondiale, qui lui a permis

d'atténuer les effets de la première récession économique mondiale de la période qui a suivi le milieu des années 1970, la position bien établie du SPO, qui a fait de lui le parti du gouvernement en Autriche ; un désir profond de réformes sociales libérales que le SPO fut capable de satisfaire au début de son mandat ; la grande capacité de la direction du SPO de capter des tendances critiques et de gauche au sein du mouvement ouvrier autrichien (dans le parti et les syndicats).

Ces facteurs sont le secret du succès de Bruno Kreisky. Mais malgré son absolue prédominance dans la politique autrichienne, le SPO n'a pas été capable de préserver ne serait-ce qu'un seul de ces atouts pour l'avenir. Cela apparaît d'autant plus clairement encore en ce qui concerne le consensus qui régnait dans le mouvement social-démocrate.

Alors que dans le passé on assistait, au plus, à des protestations au sein du parti contre la politique officielle de la part de personnalités critiques ou dissidentes, aujourd'hui apparaissent pour la première fois des possibilités de développement d'une aile gauche. On peut le voir d'après le succès sensationnel remporté par le président des Jeunesses socialistes, Josef Cap, qui a lancé une campagne indépendante pour les élections, car le parti refusait de le mettre sur la liste à une place où il aurait été en position d'obtenir un siège au Parlement.

Lors du congrès du SPO, à l'automne dernier, Cap fut exclu de la direction après qu'il ait attaqué un fonctionnaire droitier membre des hautes instances du parti, Theodor Kery, qui est à la tête d'un gouvernement provincial, à cause de ses privilèges et de ses tendances militaristes. Mais, le 24 avril, par 61 900 votes, Josef Cap a été proposé comme tête de liste. Cela veut dire que de nombreux électeurs ont rajouté son nom sur la liste du SPO sur leur bulletin de vote (c'est une option qui n'avait jamais été utilisée auparavant dans l'histoire de la Seconde république, c'est-à-dire depuis 1945). Ce chiffre représente 11% de tous les électeurs du SPO à Vienne.

Sur la base de cette victoire, Cap a fait campagne contre la direction du parti pour demander que le SPO entre dans l'opposition. De plus, il a annoncé que sur nombre de questions soulevées au Parlement, comme celle des équipements supplémentaires destinés à l'armée ou celle concernant la mise en activité de la centrale nucléaire de Zwentendorf, il n'accepterait pas la discipline de la fraction parlementaire du SPO.

D'un autre côté, on peut s'attendre à ce que la formation d'un gouvernement de coalition avec un partenaire bourgeois tende à renforcer les tendances les plus droitières dans les cercles dirigeants du parti. Le conflit à venir va accroître les possibilités et les tâches pour un courant socialiste révolutionnaire dans le mouvement ouvrier autrichien. ■

Rainer BAUBOECK,
Vienne, avril 1983.

PRAXIS

INTERNATIONAL

Editors: Richard J. Bernstein and Mihailo Marković

Volume 3 no. 1

April 1983

The Peace Movement and Disarmament
The "Normalisation" of Europe
The Peace Movement in Eastern Europe

No First Use of Nuclear Weapons

Articles

The Problem of Democracy in Mass Society
The Uses of Freedom and the Human Condition
The Outlook for Reform in Eastern Europe

Psychic Alienation in Marx

Published quarterly: April, July, October and January

Subscriptions to Volume 3 (1983)

Individuals: £13.95 (UK); £16.75 (Overseas); \$33.50 (US); \$40.50 (Canada)

Institutions: £32.00 (UK); £39.40 (Overseas); \$75.00 (US); \$92.50 (Canada)

Please send orders, with payment, to: Sue Domett, Journals Department,
Basil Blackwell Publisher, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, England.

E.P. THOMPSON
FERENC KÖSZEGI and
ISTVAN SZENT-IVANYI
ROBERT C. TUCKER

UMBERTO CERRONI
JASMINKA UDOVICKI
JÁNOS BAK and
LYMAN H. LEGTERS
W. PETER ARCHIBALD

Basil Blackwell · Oxford · England

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ITALIE

Accord électoral entre la LCR et "Democrazia Proletaria"

A la suite du retrait du Parti socialiste (PSI) de la coalition gouvernementale dirigée par le démocrate-chrétien Amintore Fanfani et de la crise politique qui s'en est suivie, des élections législatives anticipées auront lieu le 26 juin en Italie. La campagne électorale qui vient de commencer est marquée par l'effort du Parti communiste italien (PCI) pour apparaître comme la véritable alternative à la Démocratie chrétienne (DC) qui gouverne le pays depuis presque quarante ans. Le fameux « compromis historique » — dont la seule concrétisation fut le soutien du PCI aux gouvernements dits d'unité nationale depuis les élections de 1976, et qui n'avait été abandonné que partiellement avant les élections législatives de 1979 — semble donc enterré. Pour sa part, la DC s'efforce d'apparaître comme un parti qui change son personnel, au niveau parlementaire avant tout, et qui est décidé à appliquer réellement la politique d'austérité aux frais des travailleurs, que prône le grand patronat. Elle tient ainsi à réaffirmer qu'elle reste le seul instrument réel pour la défense des intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble. Quant au PSI, il ne prend pas position et cherche surtout à se renforcer pour accroître, après les élections, ses marges de manœuvre et obtenir de meilleures conditions pour sa collaboration avec la DC.

A l'extrême gauche, il n'y aura cette fois qu'une seule liste, celle de Democrazia Proletaria (DP). Le Parti d'unité prolétarienne (PDUP), qui avait obtenu six députés en 1979, a décidé, en effet, de se présenter sur les listes du PCI, celui-ci s'étant engagé à faire élire sept ou huit de ses candidats.

Nous publions ci-après l'accord électoral qui a été signé entre DP et la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale. Un meeting d'ouverture de la campagne a déjà eu lieu à Milan, le 23 mai, et a été un incontestable succès. Outre des candidats indépendants, y ont pris la parole Mario Capanna, Guido Pollice et Massimo Gorla au nom de Democrazia Proletaria, et Livio Maitan au nom de la LCR. Sur un total de 600 candidats, la LCR en comptera environ 70, le reste étant composé de candidats indépendants ou de DP.

Tout en maintenant leur autonomie d'analyse et de propositions politiques ré-

ciproques et en concevant la définition d'une alternative non comme une politique d'alignement mais surtout comme une bataille contre la ligne de l'austérité et des sacrifices, DP et la LCR ont entre elles des terrains d'accord important, qu'elles utiliseront pour les élections anticipées du 26 juin prochain. Les axes essentiels en sont les suivants :

1) Il est nécessaire de repousser le projet de restauration modérée de la bourgeoisie italienne (récupération progressive des acquis ouvriers - Ndlr). Ce projet a été mis en avant en premier lieu par la DC, dirigée par De Mita et par la Confindustria (syndicat patronal - Ndlr), et cela avec l'aval du PSI, qui rivalise avec la DC dans sa gestion du pouvoir par le biais du clientélisme, et avec la subordination désormais historique du PCI aux exigences du système. Il est nécessaire de développer tout le potentiel de lutte que les travailleurs, les jeunes et les femmes ont exprimé, notamment au cours des premiers mois de cette année, en organisant une bataille anticapitaliste résolue, qui s'exprime également sur le terrain électoral, dans le but de chasser du gouvernement la DC et ses alliés.

2) La bataille pour construire une alternative au régime démocrate-chrétien est en effet à l'ordre du jour. Lutter pour une telle alternative signifie aujourd'hui engager une bataille pour annuler les effets désastreux de la politique d'austérité menée depuis 1977 et se battre dans la pratique pour rejeter les mesures du pacte social qu'on a voulu imposer par l'accord du 22 janvier 1983, cela en se mobilisant tout d'abord pour récupérer le pouvoir d'achat dans son intégralité. (L'accord signé le 22 janvier 1983 entre les organisations syndicales et le patronat représente une remise en cause du mécanisme de l'échelle mobile en vigueur depuis 1975 - Ndlr.) Cela signifie lutter pour une défense de l'emploi axée sur l'arrêt des licenciements, sur le refus du chômage technique total, sur la réduction du temps de travail à 35 heures par semaine sans diminution de salaire. Cela signifie empêcher de faire payer les frais de la crise aux travailleurs et revendiquer des mesures urgentes, comme la non-imposition sur les points de salaire obtenus en vertu de l'échelle mobile, un impôt sur le revenu très fortement progressif, une augmentation substantielle du minimum retraite. Cela signifie lutter pour que ces mesures de défense des intérêts des travailleurs puissent être réalisées, en renversant les orientations des gouvernements qui se sont succédés tout au long des dernières années, et en développant une ligne de défense intégrale des intérêts de la classe travailleuse.

3) Il est nécessaire de se mobiliser activement contre la politique de réarmement à laquelle se sont associés sans réserve les gouvernements démocrate-chrétiens et les forces qui les ont soutenus. Cela signifie qu'il faut s'opposer à l'installation des missiles à Comiso, soutenir des initiatives comme le référendum autogéré proposé par la coordination nationale des Comités pour la paix, et un référendum institutionnel allant dans le même sens. Cela signifie lutter pour le retrait de l'Italie de l'OTAN et le désarmement unilatéral.

4) Il est nécessaire d'organiser des campagnes internationalistes de solidarité avec le Salvador, le Nicaragua et les autres peuples d'Amérique centrale victimes des attaques et de l'oppression impérialistes, de même qu'avec la lutte du peuple palestinien pour l'autodétermination et la reconnaissance de l'OLP. Dans le même temps, il est nécessaire d'exprimer notre solidarité aux travailleurs polonais et à leur syndicat indépendant luttant contre le régime militaire de Jaruzelski pour leurs droits démocratiques et syndicaux.

Sur la base de ces convergences, DP et la LCR ont estimé possible et nécessaire de mener une bataille électorale commune. La LCR aura ses propres candidats sur les listes présentées sous le signe de Democrazia Proletaria.

Dans le cadre de cet accord, les deux organisations auront une représentation proportionnelle équitable dans les listes et à la tête des listes. Elles pourront accéder aux chaînes de radio et de télévision nationales et régionales, et le remboursement éventuel des frais électoraux sera réparti entre elles deux. ■

Democrazia Proletaria (DP)
Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR).

GUATEMALA

Extraits d'une déclaration de l'URNG

A l'occasion du premier anniversaire du coup d'Etat militaire du 23 mars 1982, qui porta au pouvoir le général Efraín Ríos Montt, la structure unitaire des organisations politico-militaires guatémalteques, l'Unité révolutionnaire nationale guatémalteque (URNG), a adopté une longue déclaration politique. L'URNG regroupe les quatre organisations armées du pays (l'Armée de guérilla des pauvres - EGP, les Forces armées rebelles - FAR, l'Organisation du peuple en armes - ORPA et le Parti guatémaltè-

que du travail - PGT - noyau de direction) et sa constitution en janvier 1982 fut sans doute l'un des éléments qui précipitèrent le coup d'Etat soutenu par l'impérialisme US. Dans sa déclaration, l'URNNG rappelle quelle a été la lutte du peuple guatémaltèque au cours des dernières années et dénonce les plans de l'impérialisme américain et du général Rios Montt. Nous en publions ci-après les passages les plus significatifs.

(...) Les années 1981 et 1982 ont été caractérisées par une intense activité généralisée de guérilla révolutionnaire qui a contribué de façon décisive à accélérer la décomposition du gouvernement du général Romeo Lucas Garcia jusqu'à lui rendre impossible d'imposer plus longtemps son régime corrompu fauteur de génocide.

La composition du gouvernement issue du coup d'Etat (de mars 1982), présidé à l'origine par une junte militaire, résulte bien plus de rivalités de position à l'intérieur des forces armées que d'objectifs programmatiques.

Efraïn Rios Montt a obtenu la préférence de la majorité des secteurs réactionnaires en lutte contre la guérilla et de l'ambassade américaine précisément parce qu'il était le moins lié publiquement aux groupes du pouvoir qui se disputaient férocement le gouvernement et le rôle de bourreau de notre peuple.

Cette image du général Rios Montt et son habileté faite de démagogie paraissent adéquates pour tromper les mécontents et les naïfs : il n'avait pas de relation directe avec le régime haï de Lucas Garcia et ses atrocités, et il n'apparaissait pas touché par la corruption qui règne au sein de l'appareil d'Etat. Au regard de la situation au Guatemala et en comparaison de ses prédécesseurs, le général Rios Montt pouvait être présenté par les différents secteurs du pouvoir et le gouvernement de Ronald Reagan comme un individu relativement non compromis.

Le général, qui a ordonné le bombardement des populations indigènes en 1982, propose aujourd'hui une plate-forme de gouvernement autour de laquelle se regroupent et s'unissent les forces contre-révolutionnaires. Son programme fondamentalement répressif inclut — à des fins démagogiques — de prétendues mesures réformistes qu'il a présentées devant des journalistes et des diplomates avec force paroles dramatiques et mise en scène théâtrale.

La clique de Rios Montt et ses conseillers étrangers ont conçu leur plan contre-insurrectionnel selon des phases progressives, à savoir : un décret d'amnistie, l'imposition de l'état de siège, la peine de mort, les massacres, la politique dite « des fusils et des haricots », la formation de patrouilles de défense civile, la mobilisation de secteurs de la population saisis par le fanatisme religieux des sectes fondamentalistes, et la promesse d'une ouverture démocratique tendant à calmer les secteurs hésitants, dans le but de neutraliser, tromper puis anéantir le mouvement populaire.

Tenaillés par la nécessité de présenter des victoires militaires, Rios Montt et sa clique se sont attachés à proclamer la défaite des forces de la guérilla, annonçant parallèlement le début d'une campagne politico-économique pseudo-réformiste. Mais ceci a été démenti par les faits et tout le monde sait que les proclamations de victoire de Rios Montt relèvent de la farce. Peu nombreux sont ceux qui s'y trompent ou veulent s'y laisser tromper.

Les nombreuses actions réussies de la guérilla ont démontré qu'en réalité « l'offensive finale » et l'opération « Victoire 1982 » annoncées par le gouvernement, ont connu un échec fracassant.

La stratégie de l'administration Reagan en Amérique centrale est fondée sur le fait que les gouvernements de la région parviennent, dans une certaine mesure, à être reconnus. Cela leur permet de constituer une alliance de gouvernements apparemment démocratiques et institutionnels, dont les forces sont susceptibles d'intervenir à tout moment dans un pays d'Amérique centrale pour s'opposer au déferlement révolutionnaire impulsé par leurs peuples.

Mais Rios Montt n'est pas parvenu à être reconnu comme garant de la prétendue « restauration démocratique », et ceci, même par les autres gouvernements centro-américains. Et l'aide militaire américaine tant convoitée n'a pas été accordée par le Congrès des Etats-Unis.

D'un autre côté, aucun projet réformiste n'a de base matérielle, dans les conditions que connaît aujourd'hui le Guatemala. Le pays se débat actuellement dans l'une de ses pires crises économiques.

Pour ces raisons, le projet réformiste, tant sur le plan politique que sur le plan économique, est aussi impossible à réaliser que l'opération « Victoire 1982 » selon laquelle le mouvement de guérilla devrait être maintenant complètement défait et l'armée, n'ayant plus de combats à craindre, n'aurait plus qu'une tâche de surveillance dans le pays.

Néanmoins, nous savons que Rios Montt, avec l'appui de l'administration Reagan, tentera de toute façon de mettre en œuvre cette manœuvre réformiste. Il ne lui reste pas d'autre alternative. L'usu-

re accélérée et la décomposition qu'elle connaîtra ouvriront rapidement les yeux aux ingénus qui croient en elle.

Les faits confirment une fois de plus la justesse de l'analyse faite par l'URNNG dans sa proclamation de février 1982, où se trouvaient réaffirmés la voie de la guerre populaire révolutionnaire et les cinq points programmatiques pour la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique (voir *Inprecor* numéro 120, 8 mars 1982).

La situation internationale suit un cours également favorable à la lutte du peuple. La crise économique mondiale s'est généralisée et s'est approfondie de toute part et à tous les niveaux. Le gouvernement nord-américain présidé par Ronald Reagan est devenu de plus en plus agressif et belliqueux. Il brandit des menaces de guerre face à tout ce qui, dans le monde, met en péril ses intérêts, créant ainsi au niveau international une situation de confrontation et d'instabilité permanentes. Et cela provoque, au niveau mondial, un grand mouvement d'opposition aux Etats-Unis.

Résolues, sur le pied de guerre, les forces de l'URNNG se sont renforcées depuis l'échec militaire des offensives que la camarilla gouvernementale a lancée contre notre peuple héroïque.

L'unité des forces révolutionnaires avance à pas fermes, et les différents secteurs de la population se regroupent autour de sa plate-forme programmatique.

Les peuples et les forces démocratiques d'Amérique centrale, des Etats-Unis, d'Europe et du Tiers Monde en général, sont solidaires et appuient la lutte de notre peuple. De grandes victoires politiques et diplomatiques ont été obtenues au niveau international. Le rôle de l'URNNG a été reconnu par des secteurs et des personnalités d'autorité mondiale. Et la guerre menée par le peuple guatémaltèque est considérée comme un droit, afin qu'il obtienne sa véritable indépendance. (...)

Unité révolutionnaire nationale
guatémaltèque (URNNG),
Mars 1983.

La collection reliée d'*Inprecor* 1982

Vous pouvez vous procurer la collection complète et reliée des numéros d'*Inprecor* parus en 1982 (du numéro 116 au numéro 139 du 20 décembre 1982), soit 24 numéros, pour la somme de 120 FF.

Il vous suffit de faire parvenir vos commandes à *Inprecor*, 2, rue Richard-

Lenoir, 93108 Montreuil, France. Chèques à établir à l'ordre de PEC.

Ajouter pour frais de port 10 FF supplémentaires pour la France et 15 FF pour l'étranger.

Faites vite, le nombre d'exemplaires reliés disponibles est limité.

24 numéros pour 120 FF seulement

A Paris le 19 juin, contre la militarisation impérialiste

La décision de Ronald Reagan et de l'OTAN de déployer plus de 500 nouveaux missiles en Europe de l'Ouest à partir de la fin 1983 représente un danger immédiat pour les travailleurs et les peuples de tout le continent. C'est aujourd'hui l'expression la plus nette de l'offensive générale de militarisation des fauteurs de guerre impérialistes.

Il faut donc battre Ronald Reagan et l'OTAN et empêcher, par la mobilisation la plus large, le déploiement des Pershing et des missiles de croisière américains, dans la perspective d'un démantèlement de toutes les bases américaines en Europe.

Aucun pseudo-argument sur la prétendue supériorité militaire soviétique ne saurait en effet masquer cette vérité : c'est l'impérialisme qui est le principal responsable de la course aux armements et des conséquences sociales qu'elle entraîne pour tous les peuples. L'effort de guerre impérialiste, conjugué à la crise, c'est autant de coupes claires dans les budgets sociaux, d'éducation et de santé notamment.

CONTRE LES MISSILES DE L'OTAN, SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CONTRE L'IMPÉRIALISME

Mais l'impérialisme américain ne menace pas seulement l'Europe, il perpétue ses crimes atroces aux quatre coins de la planète et spécialement en Amérique centrale, contre les peuples du Salvador et du Nicaragua, menaçant même l'île de Grenade et la révolution cubaine.

C'est pourquoi le combat contre l'impérialisme est un et indivisible, depuis l'Europe jusqu'à l'Amérique centrale, depuis l'Afrique jusqu'au Moyen-Orient. Seul le désarmement définitif des principales citadelles impérialistes pourra conduire à la paix et au socialisme.

REAGAN, BAS LES PATTES DEVANT LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE CENTRALE ET AILLEURS

Les travailleurs et les peuples d'Europe eux-mêmes sont confrontés à des plans d'austérité qui accompagnent partout l'effort de surarmement des gouvernements capitalistes. Cette politique est le produit de la crise économique d'un capitalisme en faillite et de sa volonté de s'en sortir malgré tout et quel qu'en soit le prix, sur le dos de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA MILITARISATION, MOBILISATION

Dans ces conditions, rien n'est plus urgent que de rassembler dans un même élan, au-delà de la diversité des opinions des uns et des autres, tous ceux et toutes celles qui sont prêts au combat contre les menaces de guerre impérialistes. Plus de 3 millions d'Européens sont descendus dans la rue lors des dernières grandes mobilisations.

Aujourd'hui, c'est au tour de Paris d'être, l'espace d'un jour, le 19 juin prochain, le lieu d'une gigantesque mobilisation antiguerre. Le Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, répondant à l'Appel des cent personnalités qui ont initié ce rassemblement, appelle la population de Paris et des différentes régions de France à y participer massivement.



Pour accueillir Reagan et le sommet de l'OTAN à Bonn, 300 000 manifestants en juin 1982. (DR)

EN FRANCE AUSSI : CONTRE LES MISSILES ET LA BOMBE A NEUTRONS TRICOLORE

La LCR appelle les travailleurs et la jeunesse à se mobiliser également contre l'effort de guerre en France, à l'heure où le gouvernement s'engage à engloutir quelque 830 milliards de francs pour le surarmement du pays, dont 250 milliards pour les seules forces nucléaires, tandis que la population laborieuse subit de plein fouet les effets du plan d'austérité de Jacques Delors.

La signification politique d'une mesure de désarmement unilatéral de ces forces nucléaires, exclusivement tournées contre les peuples de l'Europe de l'Est, serait la meilleure contribution de la France à la cause de la paix et du socialisme. Ce n'est pas la voie choisie par le gouvernement, c'est en revanche une exigence qui grandit parmi les travailleurs, et qu'il faut renforcer.

SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS ANTIGUERRE INDÉPENDANTS A L'EST

La LCR ne saurait rester silencieuse devant la répression bureaucratique qui frappe de nombreux militants antiguerre indépendants en Europe de l'Est. Ceux qui s'engagent dans cette voie répressive déconsidèrent les mobilisations des mouvements officiels dans leurs pays, offrent un prétexte en or à la propagande impérialiste pour déconsidérer le mouvement antiguerre en Europe de l'Ouest et, au bout du compte, affaiblissent le mouvement de masse qui, de l'Europe de l'Ouest à l'Europe de l'Est, est le meilleur argument dissuasif possible contre les menées impérialistes.

La cause des dirigeants du Kremlin, ce n'est pas la défaite de l'impérialisme US et l'extension de la révolution. Ce qu'ils veulent, c'est le *statu quo* avec le Pentagone. Les chefs du Kremlin ont toujours préféré leurs généraux et leur stock de SS-20 aux mobilisations ouvrières, surtout dans leur propre pays. Et quand ils déclenchent des mouvements contre l'armement nucléaire, ils font tout pour en contrôler le but, afin qu'ils ne remettent pas en cause leur pouvoir et leur politique. Le développement de courants indépendants de masse à l'Est porterait à l'impérialisme un coup mille fois plus dur que quelques fusées soviétiques de plus.